

AB COORDINATION

JEAN-POL WEDZISZ

**PLAN GENERAL DE COORDINATION
SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE
DE LOIR-ET-CHER**

6 rue Louis Armand
41000 BLOIS

PGC Indice A élaboré en phase conception le 07/06/2025 avec diagnostics AMT/PLB avant travaux

SOMMAIRE

1. PLAN GENERAL DE COORDINATION

REGISTRE JOURNAL

DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

- 1.1 RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION
- 1.2 LE PLAN GENERAL DE COORDINATION (PGC)
- 1.3 LE REGISTRE JOURNAL (RJ)
- 1.4 LES PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)
- 1.5 LE DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE (DIUO)
- 1.6 PENALITES

2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

- 2.1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS DU CHANTIER ET PRESENTATION DES INTERVENANTS
- 2.2 PRESENTATION DU PROJET ET SITUATION GEOGRAPHIQUE
- 2.3 CATEGORIE DE L'OPERATION
- 2.4 PREVISION DES EFFECTIFS
- 2.5 CALENDRIER GENERAL DES TRAVAUX
- 2.6 EMPLOI DU PERSONNEL PROVENANT DE SOCIETES INTERIMAIRES

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

- 3.1 TRAVAUX PREPARATOIRES
- 3.2 ORGANISATION DES TRAVAUX
 - a) modes constructifs envisagés
 - b) suggestions d'intégration à l'ouvrage des moyens de prévention
 - c) description des modes opératoires en cas de risques spéciaux
- 3.3 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER ET SON EVOLUTION
- 3.4 CLOTURE DE CHANTIER
- 3.5 VOIRIE DE CHANTIER ET PLAN DE CIRCULATION HORIZONTALE
- 3.6 STATIONNEMENT DES VEHICULES LEGERS
- 3.7 CANTONNEMENT
 - a) bureau de chantier, téléphone
 - b) vestiaires
 - c) réfectoire équipé
 - d) sanitaires, lavabos, douches
- 3.8 ALIMENTATION ELECTRIQUE
 - a) cantonnement
 - b) chantier
- 3.9 ALIMENTATION EAU
 - a) cantonnement

b) chantier

- 3.10 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE
- 3.11 PROTECTIONS INDIVIDUELLES DES VISITEURS AUTORISES
- 3.12 INSTAURATION D'UN GARDIENNAGE
- 3.13 CIRCULATIONS ET ACCES
- 3.14 NETTOYAGE DU CHANTIER
- 3.15 ÉVACUATION DES DECHETS
- 3.16 ORGANISATION DES SECOURS
- 3.17 DHOL (document harmonisé d'organisation des livraisons en sécurité sur chantier)
- 3.18 MESA (mise en service anticipée des ascenseurs) SANS OBJET
- 3.19 SCALP (sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre)
- 3.20 METHA (mutualisation des équipements de travail pour accès en hauteur)

4. MESURES DE COORDINATION

- 4.1 RESPONSABILITES
- 4.2 RESPECT DU DROIT DES TIERS
- 4.3 CIRCULATION DES ENGINS DE TRANSPORT
- 4.4 ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES PROTECTIONS COLLECTIVES
- 4.5 MOYENS DE LEVAGE
- 4.6. VRD
- 4.7. CLOISONNEMENTS / MENUISERIES / FAUX PLAFOND
- 4.8. REVETEMENTS DE SOLS / PEINTURES
- 4.9. ELECTRICITE
- 4.10. PLOMBERIE
- 4.11. CLIMATISATION
- 4.12. INTERFERENCE DES TACHES
- 4.13 . COVID

1. PLAN GENERAL DE COORDINATION / REGISTRE

JOURNAL / DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

1.1 PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Le plan général de la coordination en matière de sécurité et protection de la santé doit être établi par le coordonnateur de l'opération de construction lorsque celle-ci est soumise à l'obligation de déclaration préalable ou lorsqu'elle nécessite l'exécution d'un ou plusieurs travaux comportant des risques particuliers.

L.4121-2 : « L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L.4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

- 1 : Eviter les risques ;
- 2 : Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3 : Combattre les risques à la source ;
- 4 : Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
- 5 : Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- 6 : Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- 7 : Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L. 1152-1 ;
- 8 : Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- 9 : Donner les instructions appropriées aux travailleurs. »

L'employeur doit prendre toutes les mesures nécessaires à la prévention du harcèlement moral (article L. 1152-4).

De la même façon que pour le harcèlement moral, l'employeur doit prendre « toutes dispositions nécessaires en vue de prévenir les agissements constitutifs au harcèlement sexuel » (article L. 1153-5).
« Tout salarié ayant procédé à des agissements de harcèlement sexuel est passible d'une sanction disciplinaire » (article L. 1153-6).

« Aucun salarié ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation de ses conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel » (article L. 1152-1)

1.2 OBJET DU P.G.C.

Le présent plan a pour objet l'application du décret n° 94.1159 du 26/12/94 visant à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlants de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Article L.4532-8

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de la déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers déterminée par arrêté des ministres chargés du travail et de l'agriculture, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

Article R.4532-42

Le maître d'ouvrage, ou l'entrepreneur principal en cas de sous-traitance, mentionne dans les documents remis aux entrepreneurs, que le chantier sur lequel ils seront appelés à travailler en cas de conclusion d'un contrat est soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Article R.4532-43

Le plan général de coordination est un document écrit qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Article R.4532-44

Le plan général de coordination est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter. Il énonce notamment :

- 1° Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier, et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;
- 2° Les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ;
- 3° Les mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et de santé et les sujétions qui en découlent concernant, notamment :
 - a) Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales ;
 - b) Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles ;
 - c) La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses ;
 - d) Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres ;
 - e) Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés ;
 - f) L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
 - g) Les mesures prises en matière d'interactions sur le site ;

4° Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;

5° Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment :

a) Pour les opérations de construction de bâtiment, les mesures arrêtées par le maître de l'ouvrage en application de l'article [R. 4533-1](#) ;

b) Pour les opérations de génie civil, les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail ;

6° Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des travailleurs ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;

7° Les modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

Article R.4532-45

Le plan général de coordination rappelle, dans le cas de la constitution d'un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, la mission de ce collège en la matière.

Article R.4532-46

Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles [R. 1334-22](#), [R. 1334-27](#) et [R. 1334-28 du code de la santé publique](#) sont joints au plan général de coordination.

Article R.4532-47

Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.

Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Article R.4532-48

Le plan général de coordination intègre, notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de santé ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention prévus par d'autres dispositions du code du travail.

Article R.4532-49

Dès la phase de consultation des entreprises, le maître d'ouvrage adresse le plan général de coordination, sur leur demande, à l'inspection du travail, à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics et au service de prévention des organismes de sécurité sociale.

Article R.4532-50

Le plan général de coordination tenu sur le chantier peut être consulté par :

1 : Les membres des comités sociaux et économiques, appelés à intervenir sur le chantier ;

2 : Le médecin du travail ;

3 : Les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;

4 : L'inspection du travail ;

5 : L'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ;

6 : Le service de prévention des organismes de sécurité sociale.

Article R.4532-51

Le plan général de coordination tenu sur le chantier est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

1.3 REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION

Le coordonnateur ouvrira un registre-journal de coordination de sécurité du chantier, sous format tablette informatique qui sera conservé jusqu'à réception des travaux. Il sera ensuite conservé pendant 5 années par le Coordonnateur.

Article R.4532-38

Le coordonnateur consigne sur le registre-journal de la coordination, au fur et à mesure du déroulement de l'opération :

- 1° Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues au 1° de l'article [R. 4532-13](#), qu'il fait viser par les entreprises concernées ;
- 2° Les observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par les intéressés avec leur réponse éventuelle ;
- 3° Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier, et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux. Cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour ;
- 4° Le procès-verbal de passation de consignes avec le coordonnateur appelé à lui succéder.

Article R.4532-39

Une copie du procès-verbal de transmission du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage mentionné à l'article [R. 4532-97](#) est annexée au registre-journal.

Article R.4532-40

Le coordonnateur présente le registre-journal, sur leur demande, au maître d'œuvre, à l'inspection du travail, aux agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale, aux agents de l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, et, lorsqu'il est constitué, aux membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Article R.4532-41

Le registre-journal est conservé par le coordonnateur pendant une durée de cinq ans à compter de la date de réception de l'ouvrage.

1.4 PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Les PPSPS de chaque entreprise devront être communiqués au coordonnateur.

Article L.4532-9

Sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.

Toute entreprise appelée à exécuter seule des travaux dont la durée et le volume prévus excèdent certains seuils établit également ce plan. Elle le communique au maître d'ouvrage.

Article R.4532-56

L'entrepreneur tenu de remettre un plan particulier de sécurité et de santé au coordonnateur ou au maître d'ouvrage, en application du premier alinéa de l'article [L. 4532-9](#), dispose de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître de l'ouvrage pour établir ce plan.

Article R.4532-57

L'entrepreneur qui intervient seul remet au maître d'ouvrage un plan particulier de sécurité, en application du deuxième alinéa de l'article [L. 4532-9](#), lorsqu'il est prévu qu'il réalisera des travaux d'une durée supérieure à un an et qu'il emploiera, à un moment quelconque des travaux, plus de cinquante travailleurs pendant plus de dix jours ouvrés consécutifs.

Il dispose du délai prévu à l'article [R. 4532-56](#).

Article R.4532-58

Dès la conclusion du contrat de l'entreprise, le coordonnateur communique à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir sur un chantier soumis à l'obligation de plan général de coordination, les noms et adresses des entrepreneurs contractants.

Il transmet à chaque entrepreneur qui en fait la demande les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les autres entrepreneurs.

Article R.4532-59

En cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur communique aux autres entrepreneurs les plans particuliers de sécurité et de santé des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers, tels qu'énumérés sur la liste prévue à l'article [L. 4532-8](#).

Article R.4532-60

L'entrepreneur qui fait exécuter le contrat conclu avec le maître d'ouvrage, en tout ou partie, par un ou plusieurs sous-traitants remet à ceux-ci :

- 1° Un exemplaire du plan général de coordination ;
- 2° Le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs.

Article R.4532-61

Pour l'élaboration du plan particulier de sécurité, le sous-traitant tient compte des informations fournies par l'entrepreneur, notamment de celles qui sont contenues dans le plan général de coordination.

Il tient également compte des informations contenues dans le document prévu au 2 de l'article [R. 4532-60](#).

Article R.4532-62

A compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur, le sous-traitant dispose d'au moins trente jours pour établir le plan particulier de sécurité.

Ce délai est réduit à huit jours pour les travaux du second œuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de

bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers prévue à l'article [L. 4532-8](#).

Article R.4532-63

Le plan particulier de sécurité indique :

- 1 : Les nom et adresse de l'entrepreneur ;
- 2 : L'évolution prévisible de l'effectif sur le chantier ;
- 3 : Le cas échéant, les noms et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux.

Article R.4532-64

Le plan particulier de sécurité est adapté aux conditions spécifiques de l'intervention sur le chantier. A cet effet, outre la prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le coordonnateur et l'énumération des installations de chantier et des matériels et dispositifs prévus pour la réalisation de l'opération, le plan mentionne, en les distinguant :

- 1 : Les mesures spécifiques prises par l'entreprise pour prévenir les risques spécifiques découlant :
 - a) De l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs de l'entreprise ou du travailleur indépendant ;
 - b) Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses ;
- 2 : La description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la santé et la sécurité des autres intervenants sur le chantier, notamment lorsqu'il s'agit de travaux comportant des risques particuliers tels que ceux énumérés sur la liste prévue à l'article [L. 4532-8](#) ;
- 3 : Les dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la santé et la sécurité que peuvent encourir les travailleurs de l'entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Article R.4532-65

Lorsqu'il ressort du plan général de coordination et de l'évaluation préalable des risques menée par l'entreprise que des mesures mentionnées à l'article [R. 4532-64](#) n'ont pas à être prises du fait de l'absence de risques, résultant en particulier de l'exécution de travaux figurant sur la liste prévue à l'article [L. 4532-8](#), l'employeur le mentionne expressément sur le plan.

Article R.4532-66

Le plan particulier de sécurité :

- 1 : Analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence particulière sur la santé et la sécurité des travailleurs sur le chantier ;
- 2 : Définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, à l'utilisation de produits, aux déplacements des travailleurs, à l'organisation du chantier ;
- 3 : Indique les mesures de protection collective ou, à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent ;
- 4 : Précise les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

Article R.4532-67

Le plan particulier de sécurité comporte de manière détaillée :

- 1 : Les dispositions en matière de secours et d'évacuation, notamment :

- a) Les consignes de premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades ;
- b) Le nombre de travailleurs du chantier formés pour donner les premiers secours en cas d'urgence ;
- c) Le matériel médical existant sur le chantier ;
- d) Les mesures prises pour évacuer, dans les moindres délais, dans un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves ;

2 : Les mesures assurant l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés aux travailleurs. Il mentionne, pour chacune des installations prévues, leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

[Article R.4532-68](#)

Lorsque les dispositions en matière de secours et d'évacuation sont prévues par le plan général de coordination, mention peut être faite dans le plan particulier de sécurité du renvoi au plan général de coordination.

[Article R.4532-69](#)

Le plan particulier de sécurité peut être consulté pour avis, avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres des comités sociaux et économiques.

[Article R.4532-70](#)

L'entrepreneur chargé du gros œuvre ou du lot principal ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers figurant sur la liste de travaux prévue à l'article [L. 4532-8](#), adressent à l'inspection du travail, au service de prévention des organismes de sécurité sociale et à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du plan particulier de sécurité. Ils joignent les avis du médecin du travail et des membres du comité social et économique, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à l'article [R. 4532-69](#).

[Article R.4532-71](#)

Un exemplaire à jour du plan particulier de sécurité est tenu disponible en permanence sur le chantier. Sont joints, y compris pour les entrepreneurs non mentionnés à l'article [R. 4532-70](#), les avis du médecin du travail et du comité social et économique prévus à l'article [R. 4532-69](#).

[Article R.4532-72](#)

Lorsqu'une mesure de prévention prévue au plan n'a pu être appliquée, l'entrepreneur indique sur le plan les moyens d'une efficacité au moins équivalente qui ont été mis en œuvre. Cette substitution est portée à la connaissance du coordonnateur et des personnes et organismes mentionnés à l'article [R. 4532-70](#).

[Article R.4532-73](#)

Le plan particulier de sécurité tenu sur le chantier peut être consulté par :

- 1 : Les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail ;
- 2 : Les membres du comité social et économique ;
- 3 : Le médecin du travail ;
- 4 : L'inspection du travail ;
- 5 : Le service de prévention des organismes de sécurité sociale ;
- 6 : L'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

[Article R.4532-74](#)

Le plan particulier de sécurité tenu sur le chantier est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

1.5 LE DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE

Article L.4532-16

Sauf dans les cas prévus à l'article L. 4532-7, au fur et à mesure du déroulement des phases de conception, d'étude et d'élaboration du projet puis de la réalisation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage fait établir et compléter par le coordonnateur un dossier rassemblant toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Les entreprises devront fournir à la demande du coordonnateur tous les documents prévus à cet effet.

Le DIUO sera remis au Maître d'Ouvrage à réception des travaux.

1.6 PÉNALITÉS

Article L4744-2

Le fait pour un maître d'ouvrage de ne pas adresser à l'autorité administrative la déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1 est puni d'une amende de 4 500 euros.

Article L.4744-4

Est puni d'une amende de 10 000 euros le fait pour un maître d'ouvrage :

- 1° De ne pas désigner de coordonnateur en matière de sécurité et de santé, en méconnaissance de l'article L. 4532-4, ou de ne pas assurer au coordonnateur l'autorité et les moyens indispensables à l'exercice de sa mission, en méconnaissance de l'article L. 4532-5 ;
- 2° De désigner un coordonnateur ne répondant pas à des conditions définies par décret pris en application de l'article L. 4532-18 ;
- 3° De ne pas faire établir le plan général de coordination prévu à l'article L. 4532-8 ;
- 4° De ne pas faire constituer le dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage prévu à l'article L. 4532-16.

La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 euros.

La juridiction peut, en outre, prononcer les peines prévues à l'article L. 4741-5.

Article L.4744-5

Le fait pour l'entrepreneur de ne pas remettre au maître d'ouvrage ou au coordonnateur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs prévu à l'article L. 4532-9 est puni d'une amende de 9 000 euros.

La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 euros.

La juridiction peut, en outre, prononcer les peines prévues à l'article L. 4741-5.

Article L4744-6

Le fait pour les travailleurs indépendants, ainsi que pour les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, de ne pas mettre en œuvre les obligations qui leur incombent, [des dispositions législatives et réglementaires du chapitre V du titre III du livre V de la présente partie, est puni d'une amende de 4 500 euros.](#)

2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIFS

2.1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS DU CHANTIER ET PRESENTATION DES INTERVENANTS

MAITRE D'OUVRAGE / D'OEUVRE :

CPAM DE LOIR ET CHER

6 RUE LOUIS ARMAND
41000 BLOIS

Lionel MARECHAL :  06.86.38.86.61

Florian SCHMITT :  06.29.19.74.48

COORDONNATEUR SPS :

AB COORDINATION

64 RUE DE PIEGU - BP224

41204 ROMORANTIN CEDEX

TEL : 02 54 96 96 85 ab.coordination@wanadoo.fr

JONATHAN WEDZISZ tel 06 63 40 68 82

ORGANISMES DE PRÉVENTION

DDETSPP du Loir-et-Cher

(direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations)

cite administrative 34, avenue Maunoury

41000 BLOIS

TEL 02 54 55 85 70

OPPBTP (Organisme Profess. Prévent. Bâtiment Travaux Publics)

TEL : 02 38 83 60 21

3, rue du greffoir

45000 ORLEANS

CARSAT Centre

TEL : 02 38 81 50 00

36 rue Xaintraille

45000ORLEANS cedex 1

SAMU

TEL : 15

POMPIERS

TEL : 18

POLICE

TEL : 17

Appel d'urgence européen

TEL : 112

LISTE DES INTERVENANTS ET NUMÉROTATION DES LOTS.

LOT 1 VRD

LOT 2 CLOISONNEMENTS / MENUISERIES / FAUX PLAFOND

LOT 3 REVETEMENTS DE SOLS / PEINTURES

LOT 4 ELECTRICITE

LOT 5 PLOMBERIE

LOT 6 CLIMATISATION

2.2 PRESENTATION DU PROJET ET SITUATION GEOGRAPHIQUE

Nature des travaux : Travaux de rénovation

DIAGNOSTICS AMIANTE ET PLOMB fournis

2.3 CATEGORIE DE L'OPERATION

L'opération des classée en 2° catégorie au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

2.4 PREVISION DES EFFECTIFS

L'effectif prévisionnel moyen est d'environ 8 personnes

2.5 CALENDRIER GENERAL DES TRAVAUX

Date de démarrage prévisionnelle des travaux : 2° semestre 2024

Durée de la mission SPS : 8 mois

2.6 EMPLOI DU PERSONNEL PROVENANT DE SOCIETES INTERIMAIRES

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- a) que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné
- b) que le certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée a bien été délivré
- c) que l'intéressé est en règle au point de vue de sa carte de travail et carte de séjour
- d) que l'intéressé a bien reçu le matériel de protection individuelle
- e) que sa mission est conforme à l'article L.124 du code du travail

L'entreprise devra tenir à jour et à disposition sur le chantier les registres et documents réglementaires.

- a) registre du personnel
- b) registre de l'inspection du travail
- c) registre de sécurité
- d) registre d'observation
- e) carnet de premiers soins d'urgence
- f) procès-verbaux de vérification des divers engins de levage (monte-charge , treuil ect..)
- g) autorisation de conduite des engins, fiches d'aptitude médicale ...

Possibilité de prendre du personnel avec la mise en œuvre des clauses d'insertion.

Chaque entreprise à la responsabilité et l'obligation de faire émarger quotidiennement par ses salariés, ses sous-traitants, son personnel intérimaire ou toute personne intervenant pour son compte, le registre de présence mis à disposition dans le bureau de chantier.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

AMIANTE ET PLOMB

Toutes les entreprises ont l'obligation de prendre connaissance des diagnostics amiante et plomb avant travaux.

Si à l'occasion des travaux qu'elle réalise l'entreprise met en évidence la présence de matériaux amiantés, NON REPERTORIÉS, ou de matériaux susceptibles d'être amiantés, elle est désormais tenue d'en informer le Maître d'ouvrage, elle en informera également le Coordonnateur SPS, stoppera

immédiatement ses travaux et prendra toutes mesures conservatoires afin d'interdire toutes émissions de fibres d'amiante.

3.1 TRAVAUX PREPARATOIRES

Entretien de l'ensemble des zones de circulation du chantier par l'ensemble des lots, pendant toute la durée des travaux tous corps d'état.

3.2 ORGANISATION DES TRAVAUX

a) modes constructifs envisagés

Dans leur PPSPS les entreprises devront décrire les modes opératoires qu'elles comptent utiliser ainsi que les moyens matériels prévus. La description des risques qui pourraient en découler devra porter également sur les risques vis à vis des autres travailleurs du chantier, des travailleurs du site, et proposer les moyens de protection collective que l'entreprise compte mettre en place pour parer à ces risques. En cas de modification du mode opératoire initialement prévu, le coordonnateur devra toujours en être informé au préalable.

Aucune phase de travaux ne devra être engagée, sans concertation préalable avec le coordonnateur.

b) suggestions d'intégration à l'ouvrage des moyens de prévention

Chaque entrepreneur est censé maîtriser parfaitement les sujétions d'entretien et de maintenance liées aux ouvrages qu'il a réalisés.

Aussi il sera sollicité par le coordonnateur SPS pour fournir les éléments nécessaires à la constitution du DIUO. L'entrepreneur qui constatera que des éléments ou dispositions lui semblant nécessaires afin d'assurer la sécurité des personnels ayant à intervenir ultérieurement pour l'entretien, les dépannages, ou la maintenance, ne sont pas prévus dans la description de son marché de travaux, se doit d'en informer le Maître d'œuvre, et le coordonnateur SPS.

S'ils le jugent utile, ils étudieront les conditions techniques et économiques de mise en place de ces éléments, afin de les proposer au Maître d'Ouvrage, qui en décidera en dernier ressort.

c) description des modes opératoires en cas de risques spéciaux

Tous les processus de travaux comportant des risques propres à certains lots, doivent faire l'objet d'une étude spécifique des moyens de sécurité, adaptée, non seulement descriptive, mais assortie de croquis explicatifs et éventuellement de notes de calculs.

Ces études devront être intégrées avant le début des travaux dans le PPSPS ou en cours de chantier sur la demande expresse du maître d'œuvre.

Les études ayant des répercussions sur la structure ou sur la conformité aux règlements de sécurité incendie seront impérativement soumis à un bureau de contrôle.

Chaque entreprise est totalement responsable de l'organisation de la sécurité de son personnel en cas d'intervention sur un emplacement, même non protégé à l'avance.

En cas d'urgence, le Maître d'œuvre ou le Coordonnateur peuvent suspendre l'exécution des travaux jusqu'à la réalisation des protections réglementaires.

3.3 PLAN D'INSTALLATION DU CHANTIER ET SON EVOLUTION

Il devra être établis un plan d'installation du chantier et le soumettra à l'accord du Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage et du Coordonnateur SPS.

En cas de modification en cours de chantier, ce plan sera soumis aux mêmes contrôles.

Il sera affiché au tableau d'affichage, dans le bureau de chantier.

Ce plan précisera :

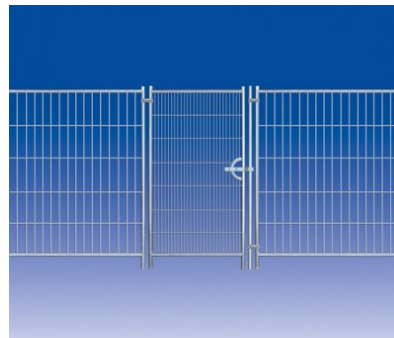
- L'accessibilité du chantier depuis le domaine public, la clôture, les entrées, les zones de déchargement, de stockage, de préfabrication.
- Positionnement de la grue ou moyens de levage
- Le traitement des circulations distinctes piétons et véhicules,
- Les flux de circulation
- Base vie > zone de travail
- Base vie > lieux de stationnement des véhicules personnels
- Zone de travail > zone de stockage et l'ensemble des cheminements qui seront réalisés pas les ouvriers
- Position des bennes à tri sélectif munies de couvercles afin d'interdire le risque d'envol des déchets.
- Les installations sanitaires et d'hygiène collectives TCE, blocs vestiaires en nombre suffisant pour tous les corps d'état.
 - Installation d'eau
 - Installation d'électricité
 - Réfectoire équipé
 - Vestiaires
 - Sanitaires - douche
 - Bureau de chantier
 - Poste téléphonique de secours (ou téléphone portable si réseau actif)

Des mesures seront impérativement prises pour assurer la sécurité des travailleurs (passage piétons, signalisation etc.)

3.4 CLOTURE DE CHANTIER

Avant le démarrage des travaux, le lot désigné mettra en place les clôtures de chantier.

Celles-ci seront installées en périphérie complète des zones de chantier, avec apposition des panneaux réglementaires.



Clôtures et contrôle de l'accès au chantier :

Le chantier est interdit à toute personne ne faisant pas partie d'une entreprise contractante ou non autorisée par le Maître d'Ouvrage.

Aussi il est demandé aux entreprises que leur personnel porte un signe distinctif, tenue de travail, badge, une carte professionnelle, permettant une identification immédiate sur le chantier.

Chaque entreprise a la responsabilité et l'obligation de faire émarger quotidiennement par ses salariés, ses sous-traitants, son personnel intérimaire ou toute personne intervenant pour son compte, le registre de présence mis à disposition dans le bureau de chantier.

Chaque entreprise, par ses chefs de chantier, pourra demander l'exclusion de toute personne dont la présence n'est pas justifiée.

La carte d'identité professionnelle des salariés travaillant dans le BTP est désormais obligatoire.

La carte comprend des informations sur le salarié (nom, prénom, sexe, date de délivrance de la carte et son numéro, un identifiant, les coordonnées de l'Union des caisses de France et une photo du salarié) et sur l'employeur (nom, numéro Siren).

Elle est valable pour toute la durée du contrat de travail, pendant cinq ans pour les intérimaires, et pendant la période du détachement pour les salariés détachés.

Une ou plusieurs pancartes rappelant cette interdiction, visibles, portails ouverts ou fermés, seront posées en même temps que le portail de clôture. (Panneaux : entrée interdite au public & port du casque obligatoire).

Cette clôture pourra être réalisée en treillis mécanique « type clos'vite, Héras ou similaire » avec supports en béton moulé auto-stable type Falcon ou similaire et/ou bac acier NEUFS, ou BOIS ET BARDAGE (au choix de l'architecte) suivant plan d'installation de chantier.

Toutes les grilles de clôture devront être solidarisées entre elles par des étriers et confortées par des jambes de force.



SPE 1 : 1200 X 800 mm





Le ou les portails complémentaires susceptibles d'être installés devront impérativement fermer à clef. Chaque entreprise, le maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre, le Coordonnateur auront une clef. Ils seront impérativement fermés chaque soir par LE LOT N°1 MACONNERIE ou toute autre entreprise désignée, ils devront être entretenus de manière à ce que leur manœuvre puisse se faire par une seule personne.

Les clôtures devront être conçues de manière à ce qu'aucun franchissement ne puisse être possible dans les deux sens. (2 mètres de hauteur avec portails de même hauteur et de 5 mètres de largeur ouvrant en dedans avec fermeture par chaîne et cadenas).

Eclairage des clôtures à la charge DU LOT N°9 ÉLECTRICITÉ, si besoin est.

3.5 VOIRIE DE CHANTIER ET PLAN DE CIRCULATION HORIZONTALE

La voirie doit être constamment praticable et aménager une voie piétonne propre pour permettre aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés.

Les circulations verticales et horizontales du chantier seront clairement balisées, exemptes d'obstacles ou de dépôts même provisoires.

En cas de nécessité, l'éclairage du chantier devra y être réalisé au fur et à mesure de la progression des travaux.

Entretien de la voirie, des plates-formes et d'une zone stabilisée de 3 mètres minimum en périphérie des bâtiments pendant TOUTE LA DUREE DU CHANTIER.

3.6 STATIONNEMENT DES VEHICULES LEGERS

Suivant possibilités et en accord avec le Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre, Coordonnateur SPS et exploitant du site.

3.7 CANTONNEMENT

Les espaces mis à disposition par le MOA devront être en bon état et leurs installations électriques internes conformes aux normes en vigueur, afin de permettre d'obtenir le procès verbal de conformité électrique de ceux-ci sans difficultés.

a) bureau de chantier

Raccordé à l'installation électrique, et chauffé : 1 salle de réunion pour 8 personnes compris tables, sièges, meuble de rangement pour toutes les pièces écrites et les plans. Il sera laissé à disposition dans le bureau de chantier un exemplaire du P.G.C.(à la charge du maître d'ouvrage).

b) vestiaires

Ils seront installés POUR TOUTE LA DURÉE DU CHANTIER et pour TOUS les intervenants. Maintenus en nombre suffisant pour absorber les variations d'effectifs, raccordés à l'installation électrique du chantier, chauffés et conformes aux normes en vigueur. Si l'effectif du chantier comporte des femmes, prévoir des installations distinctes. L'entretien QUOTIDIEN est à la charge du des entreprises utilisatrices.

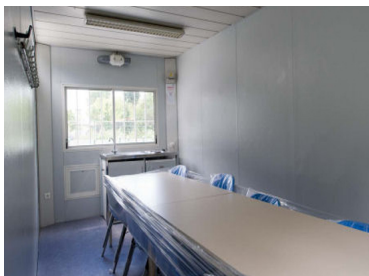


c) réfectoire

Ce local sera prévu pour un effectif de 6 personnes. Il sera chauffé, équipé avec sièges, tables lavables et équipement de réchauffage et de rafraîchissement des aliments (plaque de cuisson, réfrigérateur). Les entreprises dont les salariés ne déjeunent pas le midi au restaurant, utiliseront exclusivement ce local.

En cas de surnombre, les équipes des entreprises présentes, devront moduler leurs horaires afin que tous puissent l'utiliser entre 12 heures et 14 heures. L'entretien QUOTIDIEN est à la charge du des entreprises utilisatrices.

[Aucun stockage de matériaux ou matériels ne sera toléré dans ces locaux.](#)



d) sanitaires

Avant tout commencement de travaux , il sera installé un bloc sanitaire (ou équivalent) de chantier avec lavabos, douches, urinoirs, alimenté en eau chaude, y compris produits de nettoyage, papier et essuie-mains et les WC en nombre suffisant pour l'effectif TCE au maximum du chantier.

Ce bloc sera éclairé, raccordé provisoirement aux réseaux d'eau, et E.U. jusqu'à la fin du chantier TCE. L'entretien QUOTIDIEN est à la charge du des entreprises utilisatrices.

Si l'effectif du chantier comporte des femmes, prévoir des installations distinctes. EN CAS D'IMPOSSIBILITÉ DE RACCORDER LES EAUX USÉES DEZS BUGALOWSW AU RÉSEAU E.U. l'entreprise devra la mise en œuvre d'une CUVE À EAUX NOIRES.



Tous les bungalows de chantier seront maintenus sur site jusqu'à la fin des travaux tous corps d'état.

Si pendant la réalisation des travaux les bungalows de chantier devaient être déplacés, Le MOA serait dans l'obligation d'exécuter le déplacement de ceux-ci, et les réinstallerait suivant demande de l'architecte, y compris les raccordements de tous les réseaux d'alimentation et d'évacuation.

L'entretien du cantonnement est obligatoire pendant toute la durée du chantier

Toutes dispositions devront être prises afin d'assurer l'hygiène QUOTIDIENNE du chantier, Il pourra y avoir recours à une société de nettoyage extérieure ou avoir recours au dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses d'insertion (les frais d'entretien restant à la charge du compte prorata).

Il sera mis en place un tableau d'émargement afin d'attester du passage de l'équipe de nettoyage.

***A toutes fins utiles nous vous rappelons que le compte prorata est imposé à toutes les entreprises et comprend aussi le nettoyage intégral et régulier du cantonnement de chantier. Norme NFP 03 001.**

Si besoin était, les représentants de la DDETS-PP se réservent le droit d'activer celui-ci.

3.8 ALIMENTATIONS ELECTRIQUES

LE LOT ÉLECTRICITÉ EST EN CHARGE :

- De la demande du branchement de chantier (auprès du Maître d'ouvrage)
- de la fourniture et la mise en place de l'armoire générale de chantier (depuis existant)
- de la fourniture et mise en place des coffrets provisoires de chantier
- des liaisons électriques entre coffrets ;
- de la réalisation de l'ensemble des installations électriques de chantier depuis l'armoire générale de chantier, avec :
- **la mise en place des coffrets de chantier en nombre suffisant**, par bâtiments, zones et planchers d'étages, alimentés depuis les armoires divisionnaires ;
- les armoires, coffrets, tableaux de chantier électriques fermeront à clef et seront maintenus fermés pendant la durée du chantier, les prises de courant seront protégées par des dispositifs différentiels 30 ma, avec arrêt d'urgence
- de l'éclairage de circulation à l'intérieur des locaux
- de l'éclairage de sécurité
- de l'éclairage de circulation en périphérie des constructions.
- l'alimentation et du raccordement de la « base vie » et du bureau de chantier

a) cantonnement

L'alimentation électrique de l'ensemble des locaux destinés aux personnels (cantonnement...) sera effectuée par le LOT ÉLECTRICITÉ, ainsi que le réseau éclairage de circulation, et seront vérifiées par un organisme agréé à la charge du LOT ÉLECTRICITÉ.

Fournir au coordonnateur de sécurité copie du procès verbal de conformité des installations électriques.

b) du chantier

La distribution d'électricité aux postes de travail depuis l'armoire générale, est assurée par LE LOT ÉLECTRICITÉ

Les coffrets de chantier et réseaux de distribution de l'installation devront être conforme aux prescriptions et normes en vigueur, installés en nombre suffisant, afin de limiter à 25m maximum la longueur des rallonges électriques, et devront notamment comporter les protections et dispositifs suivants:

- Protection contre surintensité et court-circuit
- Protection des travailleurs par dispositif à courant résiduel à haute sensibilité (30 ma)

Il y aura lieu de séparer :

1. le réseau d'alimentation électrique du chantier
2. le réseau d'éclairage et de circulation, éclairage de secours
3. le réseau du cantonnement
4. matériel de levage



Les installations électriques de l'ensemble du chantier seront réceptionnées par un organisme agréé. Fournir au coordonnateur de sécurité, copie du procès verbal de conformité des installations électriques du chantier, par organisme agréé. À la charge du LOT ÉLECTRICITÉ

Fournir au coordonnateur de sécurité, copie du procès verbal de conformité des installations électriques du cantonnement par organisme agréé. À la charge du LOT ÉLECTRICITÉ

3.9 DISTRIBUTION D'EAU

Demande du branchement D'EAU de chantier à la charge du LOT PLOMBERIE

a) cantonnement

LE LOT PLOMBERIE prend en charge l'alimentation des locaux destinés aux personnels (cantonnement), qui seront pourvus d'un réseau d'alimentation hors gel, et raccordera ceux-ci aux réseaux d'évacuation. La consommation est à la charge du compte prorata.

b) du chantier

LE LOT PLOMBERIE prend en charge :

- le branchement de chantier depuis existant
- le réseau de distribution d'eau (minimum 2 robinets de chantier)
- le réseau de distribution d'eau intérieur des bungalows
- la pose de robinet extérieur avant entrée dans les bungalows (prévention COVID)

Interdiction de débrancher les bungalows pour alimenter le matériel de chantier.

3.10 PROTECTION INCENDIE

L'équipement de lutte contre l'incendie est à réaliser par les entreprises sur leurs postes de travail. Les bouches d'incendie qui peuvent être installées doivent rester accessibles en permanence et les extincteurs doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.

Des extincteurs portatifs en nombre suffisant seront prévus dans les locaux réservés aux personnels, et seront installés.

Il est strictement interdit d'allumer des feux.



Stockage de produits dangereux :

Le dépôt de produits inflammables se fera dans une zone très limitée, et l'approvisionnement de ceux-ci sera quotidien.

Les entreprises veilleront à la protection contre tous les risques d'incendie de ses matériaux.

Il devra se mettre en relation avec les pompiers lors de coupures d'eau des bouches d'incendies.

Il est nécessaire d'évaluer le risque chimique, et pour se faire, le stockage de ces produits doit être particulièrement étudié, et être réalisé sur des bacs de rétention.



Mise a disposition de kit anti – pollution, kit absorbant liquide polluant, produit chimique, hydrocarbureect...



3.11 PROTECTIONS INDIVIDUELLES POUR VISITEURS AUTORISES

Les entreprises sont tenues d'assurer la sécurité des personnes en visite sur le chantier. Il devra fournir en quantité suffisante les casques de chantier, bottes de sécurité, baudriers rétro réfléchissants et prendre toutes les protections nécessaires pour éviter tout accident sur ces personnes lors de leurs déplacements sur le chantier.

3.12 INSTALLATION D'UN GARDIENNAGE (option)

Les frais de gardiennage de jour et de nuit, lorsque celui-ci s'avèrera nécessaire seront portés au compte prorata. La date de départ et la durée de ce gardiennage seront convenues avec le Maître d'ouvrage sur proposition du Maître d'œuvre ou des entreprises.

3.13 CIRCULATIONS ET ACCES

L'accès des véhicules se fera suivant un itinéraire bien déterminé en concertation avec la maîtrise d'œuvre, la maîtrise d'ouvrage le coordonnateur SPS et l'exploitant du site (circulation piétonne séparée et matérialisée).

SE CONFORMER AU DHOL suivant réglementation en vigueur.

Pendant les travaux aucun stationnement ni stockage de matériel ou matériaux en dehors des zones attribuées ne sera toléré. Chaque entreprise a l'obligation d'informer ses personnels, ses livreurs. IL EN VA DE LA SÉCURITÉ DE TOUS.



L'accès aux véhicules de secours doit rester libre.

3.14 NETTOYAGE DU CHANTIER

L'hygiène et la sécurité des travailleurs du chantier ne peuvent s'obtenir qu'en astreignant toutes les entreprises à nettoyer et à évacuer leurs propres déchets, et excédants d'approvisionnement, journellement. Chaque entreprise doit immédiatement après l'exécution de ses travaux, enlever ses gravas et nettoyer le site.

Sur demande des entreprises il faudra installer des bennes en prenant en compte le Loi sur le tri sélectif des déchets. Elles seront remplacées au fur et à mesure de leur remplissage, et maintenues sur site jusqu'à la fin des travaux (compris systèmes de fermeture ou filets afin d'interdire l'envol des déchets).Frais au compte prorata.



Le brûlage : tout brûlage à l'air libre est interdit

Le dépôt sauvage : tout dépôt de déchets dans des lieux non contrôlés administrativement est interdit.

Le mélange de déchets toxiques : le mélange des déchets toxiques avec d'autres catégories de déchets est interdit.

CLASSE 3	D.I.	déchets inertes
CLASSE 2	D.N.D	déchets non dangereux
CLASSE 1	D.D.	déchets dangereux

3.15 EVACUATION DES DECHETS

Les déchets seront évacués en décharges appropriées en respectant le tri sélectif.

Les entreprises élaboreront un schéma d'organisation, de suivi de l'évacuation des gravais, déchets, et fournira sur demande, au Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre copies des bordereaux de mise en décharge.

NETTOYAGE HEBDOMADAIRE

Nonobstant une propreté permanente du chantier, le Maître d'œuvre impose aux entreprises un nettoyage hebdomadaire.

S'il le juge nécessaire, le Maître d'œuvre fera procéder à un nettoyage général des lieux par une entreprise de son choix.

Les frais étant imputés au compte des entreprises restant sur le chantier, ou de celles considérées comme responsables de la saleté. Le Maître d'œuvre ayant toute autorité pour déterminer ces responsabilités.

3.16 ORGANISATION DES SECOURS

Organisation des secours

Prévoir l'accueil des secours à l'entrée du chantier.

examiné rapidement la ou les victimes électrisation, etc.),	Faire alerter les secours extérieurs après avoir préciser les circonstances de l'accident (éboulement, l'état et le nombre de victimes (saignent-elles ?
--	--

parlent-elles ? ventilent-elles ?).

Apporter les premiers soins et attendre les secours spécialisés

éviter le sur-accident :

- rechercher les risques persistants pour protéger,
- faire cesser le risque ou assurer le retrait de la zone dangereuse.



Accès au chantier pour les véhicules de secours

Les circulations ne devront pas être encombrées par des véhicules ou du stockage pouvant gêner l'accès des secours.

Trousse de secours

Chaque entreprise doit posséder une trousse de secours. Cette trousse doit être convenablement renouvelée et vérifiée par le chef de chantier ou le secouriste, avant l'arrivée sur le chantier.

La liste et le mode d'emploi de chaque médicament devront figurer dans la trousse.



Poste de téléphone



Chaque équipe sera munie d'un téléphone portable si réseau actif.

Consignes et affichage

Une affiche « APPEL EN CAS D'URGENCE » sera affichée dans le bureau de chantier et maintenue près du téléphone.

Cette affiche sera complétée par une liste des autres numéros d'appel d'urgence.

Un plan d'installation de chantier précisant notamment la localisation du téléphone de secours sera affiché sur le panneau d'informations et ce, pendant toute la durée du chantier tous corps d'état.

La liste des secouristes présents sur le chantier sera affichée et mise à jour à chaque arrivée ou départ d'un secouriste (à la charge de chaque secouriste).

La déclaration préalable, la liste des intervenants, le registre d'émargement pour tous les intervenants du chantier, les divers procès-verbaux de vérification, les divers plans du chantier, seront affichés dans le bureau de chantier. .

Un exemplaire du présent PGC (à la charge du Maître d'ouvrage), un exemplaire du PPSPS de chaque entreprise intervenante, un exemplaire de chaque registre de vérification, seront laissés à disposition dans le bureau de chantier, et devront en permanence être accessibles aux divers intervenants du chantier, et aux organismes de prévention (à la charge de chaque entreprise concernée).

Secouristes

Les secouristes doivent pouvoir agir en toutes circonstances sur le chantier, et vis à vis de tous les accidentés, à quelque entreprise qu'ils appartiennent, aussi est-il recommandé :

- 1) qu'ils portent un badge distinctif sur leur vêtement de travail ou un autocollant sur leur casque.
- 2) qu'ils inscrivent leur nom dès leur arrivée sur le chantier, sur une liste apposée au tableau d'affichage près du bureau de chantier.

La liste des secouristes présents sur le chantier sera affichée et mise à jour à chaque arrivée ou départ d'un secouriste (à la charge de chaque secouriste).



Accès au chantier pour les véhicules de secours

Les circulations ne devront pas être encombrées par des véhicules ou du stockage pouvant gêner l'accès des secours.



La circulation piétonne à l'intérieur du chantier sera matérialisée et séparée de la circulation des véhicules et engins de chantier.

Il y aura lieu de délimiter les zones de travaux très clairement et de mettre en place les protections interdisant au public l'accès aux zones de travail.



3.17 DHOL : DOCUMENT HARMONISÉ D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SÉCURITÉ SUR CHANTIER

Fiche DHOL à compléter par chaque entreprise, à annexer dans le PPSPS et à retourner au CSPS.

[EN ANNEXE 1](#)

3.18 MESA : MISE EN SERVICE ANTICIPÉE DES ASCENSEURS

sans objet

3.19 SCALP : SECURISATION DES CIRCULATIONS, ACCÈS ET LIVRAISONS À PIEDS D'ŒUVRE.

Fiche SCALP à compléter par les entreprises, à annexer dans le PPSPS et à retourner au CSPS.

[EN ANNEXE 2](#)

3.20 METHA : MUTUALISATION DES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET ACCÈS EN HAUTEUR.

Fiche METHA à compléter par les entreprises, à annexer dans le PPSPS et à retourner au CSPS.

[EN ANNEXE 3](#)

4. MESURES DE COORDINATION

4.1 RESPONSABILITES

L'entrepreneur est seul responsable des dégâts causés directement ou indirectement à des tiers ou à des existants conservés. Il sera titulaire d'une police d'assurance professionnelle couvrant les risques d'exécution des travaux, ainsi que sa responsabilité civile pour les dommages de toutes natures causées aux tiers :

- par le personnel salarié en activité de travail
- par le matériel d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation

- du fait des travaux
- du recours des voisins à la suite des dégâts occasionnés tant aux biens mobiliers

qu'immobiliers, du fait de l'exécution des travaux.

L'entrepreneur se chargera des demandes d'autorisations de voirie et rédigera ses DICT+ AIPR.

Il est responsable de tous accidents matériels ou corporels, dégradations et recours des voisins, résultant de ses travaux.

L'entrepreneur organisera son chantier de manière à éviter tout désordre, les chutes de débris chez les voisins, et pour diminuer tant que faire se peut la dispersion des poussières.

LIMITATION DE LA POUSSIERE PAR ARROSAGE OU BRUMISATION si besoin est.

4.2 RESPECT DU DROIT DES TIERS

L'entrepreneur prendra toutes précautions utiles afin de ne pas perturber le voisinage et assurer le respect du droit des tiers.

En cas de réclamation de la part des occupants ou des riverains, l'entrepreneur doit immédiatement procéder à la constatation des désordres qui lui sont signalés, et mettre en œuvre les travaux de remise en état dans un délai de 24 heures.

Toutes précautions seront prises pour diminuer les nuisances au voisinage, quelle qu'en soit la nature.

En cas de travaux « bruyants » un aménagement d'horaires peut être demandé aux entreprises.

4.3 CIRCULATION DES ENGINS DE TRANSPORTS

L'entrepreneur est seul responsable des dégâts occasionnés sur la voie publique, et dans l'enceinte du chantier, au cours des manœuvres inconsidérées de son matériel.

L'entrepreneur devra veiller à ce que ses véhicules soient nettoyés avant leur sortie sur la voie publique, et hors emprise de chantier, il devra également faire balayer et laver la chaussée et les trottoirs chaque fois que nécessaire.

[Il mettra en place des passerelles avec garde-corps permettant le franchissement des tranchées ou obstacles pour les piétons.](#)



Il fera effectuer le nettoyage sur simple injonction des services de police ou municipaux.

L'entrepreneur assurera la signalisation routière provisoire temporaire pendant la durée des travaux.

Si besoin est, mise en place d'un système de nettoyage des roues et nettoyage quotidien de la voirie.



4.4 ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES PROTECTIONS COLLECTIVES

Le LOT N°1 VRD en concertation avec les autres intervenants, pourra prendre en charge la mise en œuvre des installations collectives relatives aux escaliers, plates-formes, sapines, écrans de protection, et en assurera les adaptations nécessaires pour la réalisation des travaux.



- **Suivant les recommandations de l'inspection du travail prévoir une mise en commun d'équipements de protection collective (exemple : échafaudages de pieds communs aux divers intervenants, escaliers provisoires d'accès aux divers niveaux de la construction)**

Les échafaudages comprendront tous les organes de protection tels que : échelles à chaque niveau avec trappes de fermeture, garde-corps, plinthes, lisses, sous lisses, contreventements, filets, bâches etc...

Ils seront périodiquement et régulièrement vérifiés par une personne compétente, préalablement désignée. Le résultat de ces vérifications sera consigné sur un registre prévu à cet effet, et laissé à disposition sur le chantier.

Une attestation de compétence, basée sur les référentiels, annexée est délivrée par le chef d'entreprise. Elle sera obligatoire pour monter, démonter, ou exploiter un échafaudage de pied. Si le monteur n'appartient pas à l'entreprise utilisatrice de l'échafaudage, il y a lieu d'établir un procès-verbal de réception écrit et contradictoire.

Les entreprises devront se concerter afin de favoriser l'installation d'échafaudages communs. Les besoins relatifs à ces installations devront être décrits dans les PPSPS.

L'ensemble des opérateurs destinés à monter, démonter, modifier et exploiter les échafaudages de pieds, doit avoir un savoir faire et des compétences visant à la maîtrise des risques liés à cet équipement de travail. Une attestation de compétence basée sur les référentiels annexés est délivrée par le chef d'entreprise. Elle sera obligatoire pour monter, démonter, exploiter les échafaudages de pieds.

Chaque opérateur travaillant sur échafaudage doit être capable de suivre les règles suivantes :

- Accéder et circuler en sécurité sur l'échafaudage
- Respecter les limites de charges
- Maintenir l'échafaudage en sécurité
- Tenir compte de la co-activité sur les chantiers
- Signaler les situations dangereuses

Suivant les recommandations de la CARSAT privilégier la mise en place des protections a demeure, intégrées à l'ouvrage et les préconisations de mise en commun des moyens permettant de contribuer à diminuer les risques de chutes (hauteur et plain-pied) ainsi que ceux dus aux manutentions manuelles.

Reconnaissance préalable du site :

- La reconnaissance préalable du site inclut l'examen des voies et des conditions d'accès pour l'approvisionnement et le repli, depuis l'entrée du chantier jusqu'à pied d'œuvre, ainsi que le repérage des points saillants de l'ouvrage, d'obstacles permanents ou provisoires.

- Une zone balisée interdit l'accès des personnes non autorisées dans la zone de montage et dans sa périphérie.

- Le montage s'effectue sur un sol plan, stabilisé (surface portante ayant une résistance suffisante pour s'opposer à tout affaissement).

Aucune entreprise d'un autre corps d'état que l'échafauteur ne peut modifier l'échafaudage.

Affichage des charges admissibles et de l'autorisation d'accès à afficher en pied d'échafaudages.

Avant mise à disposition des échafaudages à plusieurs autres entreprises, le titulaire devra fournir le PROCÈS VERBAL de conformité de ceux-ci, établir une convention d'utilisation écrite, et en fournir copie au CSPS.

4.5 MOYENS DE LEVAGE

Contrôle technique :

Tous les moyens de levage, et engins de chantier pénétrant sur le site, devront avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires avant toute utilisation.

La mention de la validité de ce contrôle doit être consignée sur les registres, tenus sur le chantier et présentés au Coordonnateur qui le mentionnera sur le registre journal.

Les notices d'utilisation, les instructions à l'encadrement et aux grutiers, les coordonnées des centres météo, devront être disponibles sur le chantier.

L'ENTREPRISE FERA RÉALISER :

- La Vérifications de mise ou de remise en service de la grue (si mise en place)
- les Vérifications générales périodiques
- la Vérification de l'état de conformité
- le Diagnostic de conformité
- l'Étude des risques de renversement des grues à tour sous l'effet du vent (avis sur le sol et les fondations, effets de site liés au vent)
- l'étude d'adéquation

ET EN FOURNIRA AU COORDONNATEUR LES COPIES DES DIVERS PROCES-VERBAUX

Reconnaissance préalable du site

- La reconnaissance préalable du site inclut l'examen des voies et des conditions d'accès pour l'approvisionnement et le repli, depuis l'entrée du chantier jusqu'à pied d'œuvre, ainsi que le repérage des points saillants de l'ouvrage, d'obstacles permanents ou provisoires.
- Une zone balisée interdit l'accès des personnes non autorisées dans la zone de montage et dans sa périphérie.
- Le montage s'effectue sur un sol plan, stabilisé. (SURFACE PORTANTE AYANT UNE RESISTANCE SUFFISANTE POUR S'OPPOSER À TOUT AFFAISSEMENT.

Les carnets d'entretien des grues et des élingues devront être disponibles sur le chantier. CHAQUE PILOTE PRESENTERA SON AUTORISATION DE CONDUITES LORS DES DIVERS CONTROLES.

Les pilotes des divers engins devront être en mesure de présenter immédiatement leur autorisation de conduite aux divers contrôleurs, inspecteurs et coordonnateur qui leur en feront la demande.

Limitation du recours aux manutentions manuelles :

Afin de limiter les manutentions manuelles, les entreprises devront se concerter dès le début du chantier, afin de mettre en place des zones de stockage.

Le déchargement et la manutention devront s'effectuer dans les meilleures conditions afin d'éviter :

- les longs déplacements horizontaux avec manutention du lieu d'approvisionnement au poste de travail.
- les risques de chutes pendant le transport des matériels liés aux obstacles ou configuration des lieux.
- d'emprunter les escaliers avec des matériaux lourds et volumineux

Les entreprises veilleront également à emprunter des dispositifs individuels adaptés, afin de soulager les travailleurs à la mise en œuvre des matériaux.

L'utilisation des engins de levage de tout type est conseillée afin de répartir conformément les colis à chaque niveau de la construction, et à proximité des postes de travail.

Prévoir le stockage à l'endroit d'exécution, les transports se feront à l'aide de matériels appropriés (monte-charge, treuil, chargeur, etc...)

Interférence des moyens de levage :

Les entreprises amenées à utiliser divers moyens de levage, devront obtenir l'accord du Coordonnateur, afin d'éviter tous risques dus aux interférences.

Les divers moyens de levage auront préalablement à leur utilisation, satisfaits aux contrôles des organismes agréés.

La conduite des appareils de levage est confiée aux seules personnes autorisées par l'employeur ou son représentant, et possédant les compétences nécessaires (connaissance des manœuvres de secours).

Réglementation sur les appareils de levage; l'examen d'adéquation, l'examen de montage et d'installation, les épreuves statiques et dynamiques, les essais de bon fonctionnement des freins et des limiteurs, et de déclenchement des dispositifs de sécurité.

Avant mise à disposition des appareils de levage à plusieurs autres entreprises, le titulaire devra établir une convention d'utilisation écrite. en fournir copie au CSPS.

Protections acoustiques :

Les travailleurs doivent être équipés d'un casque adapté au travail à effectuer.

Une adaptation des horaires de travail pourra être demandée aux entreprises, afin de palier aux gênes engendrées par le bruit.

Tous les engins de chantier bruyants devront être conformes aux normes en vigueur.



Interférences des taches :

Les entreprises devront intégrer dans leur propre planning les interventions de leurs sous-traitants. Attention pensez à déclarer vos sous traitants ceci est une obligation.

Avant toute intervention sur le chantier, l'ensemble des entreprises et les sous-traitants devront :

- avoir obtenu l'accord du Maître d'Ouvrage
- **DEMANDER UN RENDEZ-VOUS 2 SEMAINES À L'AVANCE POUR EFFECTUER LEUR INSPECTION COMMUNE**
- avoir réalisé l'inspection commune avec le CSPS
- avoir fourni leur PPSPS

Grutage et travaux à la nacelle :

PORT DU HARNAIS DE PROTECTION DANS LA NACELLE si la notice d'utilisation de l'équipement le précise et qu'un ancrage pour dispositif de retenue est prévu par le constructeur.

Le harnais doit être vérifié à chaque utilisation avec un contrôle visuel du bon état de conservation (ex : pas de déchirures des coutures).

Il doit être vérifié une fois par an dans le cadre de la vérification périodique annuelle.

Les intervenants amenés à travailler en hauteur doivent avoir suivi les formations suivantes :

- formation à l'utilisation DES EPI antichute (harnais, longes, système antichute ect...)

- la formation nacelle élévatrice

Procédez à l'examen d'adéquation et à la vérification périodique des appareils de levage et de leurs accessoires

. Suivez scrupuleusement les préconisations du constructeur (en particulier la CMU)

Rédigez un mode opératoire et mettez le à disposition de vos opérateurs.

Désignez un chef de manœuvre qui commandera les opérations de levage disposera d'une radio pour communiquer avec le grutier

Formez votre personnel à l'élingage

. Elinguer les charges en sécurité.

Connaître les gestes de commandement.

Organisez le travail de manière à limiter les manutentions manuelles

Choisissez des accessoires de manutention adaptés aux charges

. Balisez les zones de chantier interdites d'accès, pendant les opérations de levages

Autorisez les conducteurs des PEMP (après aptitude médicale, formation et examen de conduite - CACES)

Toute personne effectuant l'élingage de charges doit à minima en connaître les règles et savoir alerter en cas de doute.

Identifier les risques de l'élingage Connaître les règles de l'élingage. Prendre la mesure du rôle de l'élingueur. Evaluer une charge à élinguer.

Choisir l'accessoire de levage adapté à la situation

Déterminer les points d'ancrage

Maîtriser les gestes de commandement et de guidage de la charge

4.6 LOT 1VRD

L'entreprise chargée de l'exécution de ces travaux devra présenter un PPSPS spécifique.

Préalablement aux travaux de terrassement, elle aura pris connaissance des divers réseaux aériens et souterrains existants.

- Elle devra, si besoin est, obtenir par sondage le tracé des réseaux de toutes sortes, situés dans l'emprise du chantier lorsque le tracé de ces conduites n'a pu être défini au moment des études
- Elle devra demander les autorisations de coupures éventuellement nécessaires et se conformer aux instructions des services intéressés
- Elle sera responsable de toute dégradation occasionnée du fait de ses travaux aux ouvrages,

- bâtiments, conduites, réseaux, câbles, etc., existants sur les voies publiques ou sur le chantier
- Elle établira ses demandes de renseignements
 - Elle établira ses DICT y compris renouvellement chaque 3 ou 6 mois.
 - Elle établira ses AIPR : Le Maître d'œuvre détient l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux pour la préparation et la conduite de projet.
 - Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit dix jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.)
 - Elle portera un soin particulier au balisage de ses ouvrages
 - Les terrassements, fouilles, tranchées seront signalés, compris blindages, étalements, épuisements, drainages si besoins est
 - Elle organisera la circulation, et si nécessaire les déviations, sous contrôle du MO, MOE, CSPS
 - Elle demandera les arrêtés et permissions de voirie
 - Elle laissera à disposition des blindages de fouilles
 - Elle laissera a disposition caissons de protection pour regards
 - **Une attention particulière sera portée à la stabilité des ouvrages / terrains mitoyens au chantier** , si nécessaire des moyens de stabilisation et/ou de confortement, seront mis en œuvre afin d'interdire tous risques de détérioration ou d'effondrement
 - La mise en place de la signalisation temporaire (route barrée, déviation, inversion temporaire des sens de circulation, feux tricolores...) ainsi que son entretien tout au long du chantier.
 - Lors de la phase de préparation de chantier, l'analyse des travaux doit porter sur l'ensemble des contraintes que présente le chantier : nature du sous sol, hydrogéologie, maintien de l'écoulement des eaux, présence éventuelle d'amiante-ciment dans les canalisations existantes rencontrées, contraintes de site (circulations, maintien de l'accès aux divers établissements...), contraintes de réseaux concessionnaires, contraintes de sécurité (signalisation, blindage, H2S...), déviations de la circulation interne du site à mettre en œuvre, information des riverains, des services se secours ect...
 - Aucune rupture de câbles ou de réseaux ne sera tolérée, si nécessaire les tranchées seront réalisées manuellement
 - Les tranchées et fouilles diverses devront être parfaitement clôturées 24h/24 tous les jours, week-end et jours fériés compris. L'entreprise titulaire s'organisera afin qu'une longueur minimale de tranchée reste ouverte en fin de journée durant la semaine
 - Les tranchées seront obligatoirement remblayées le vendredi soir pour le week-end
 - Mise en œuvre de séparateurs de voies (type bali-road)
 - Une signalétique lumineuse à l'attention des conducteurs sera mise en œuvre chaque soir en limite et aux extrémités des fouilles

UNE PERSONNE CHARGÉE DES OUVRAGES PROVISOIRES DEVRA POUVOIR ÊTRE CONTACTÉE DE JOUR COMME DE NUIT EN CAS DE NÉCESSITÉ.

Les coordonnées de celle-ci seront communiquées au maître d'ouvrage et au coordonnateur SPS.

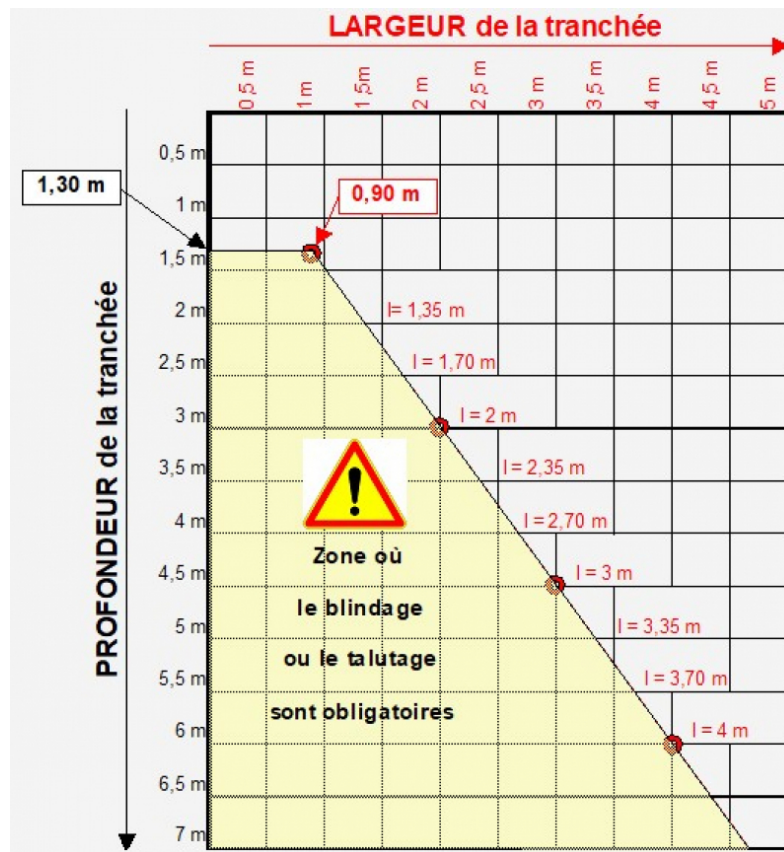
R.4534-24

Les fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur sont, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, blindées, étrépillonnées ou étayées.

Les parois des autres fouilles en tranchée, ainsi que celles des fouilles en excavation ou en butte sont aménagées, eu égard à la nature et à l'état des terres, de façon à prévenir les éboulements. À défaut, des blindages, des étrépillons ou des étais appropriés à la nature et à l'état des terres sont mis en place.

Ces mesures de protection ne sont pas réduites ou supprimées lorsque les terrains sont gelés.

Ces mesures de protection sont prises avant toute descente d'un travailleur ou d'un employeur dans la fouille pour un travail autre que celui de la mise en place des dispositifs de sécurité. Lorsque nul n'a à descendre dans la fouille, les zones situées à proximité du bord et qui présenteraient un danger pour les travailleurs sont nettement délimitées et visiblement signalées.



R.4534-25

Pour la détermination de l'inclinaison à donner aux parois ou pour l'établissement des blindages, des étrépillons et des étais des fouilles en tranchée ou en excavation, il est tenu compte des surcharges dues aux constructions ou aux dépôts de toute nature, tels que matériaux divers, déblais, matériel, existant dans le voisinage, ainsi que des surcharges et des ébranlements prévisibles dus à la circulation sur les voies carrossables, les pistes de circulation et les voies ferrées se trouvant à proximité des fouilles.

R.4534-27

Les pentes et les crêtes des parois sont débarrassées des éléments dont la chute présente un danger.

R.4534-29

La mise en place des blindages, étrépillons ou étais est accomplie dès que l'avancement des travaux le permet.

R.4534-30

Lorsque les divers éléments d'un blindage sont assemblés hors de la fouille, la hauteur de ces éléments est au moins égale à la profondeur totale de la fouille.

Pour éviter tout renversement ou déplacement, le blindage, après avoir été descendu dans la fouille, est convenablement calé.

R.4534-31

Afin d'empêcher les chutes de déblais, de matériaux, d'outils ou d'objets de toute nature à l'intérieur des fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur, celles-ci sont entourées de plinthes d'une hauteur de 15 centimètres au moins ou comportent un blindage dont les éléments constitutifs dépassent le niveau du sol d'une hauteur minimale de 15 centimètres.

R.4534-32

Des déblais ou du matériel ne peuvent être déposés le long d'une tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur que s'il est possible de ménager une berme d'une largeur de 40 centimètres au moins. Cette berme reste constamment dégagée de tout dépôt.

R.4534-34

Après une période de pluie ou de gel, il est procédé à un examen du talus des fouilles en excavation ou en tranchée. S'il y a lieu, le blindage est consolidé.

L'employeur fait procéder à cet examen par une personne compétente.

Le nom et la qualité de cette personne sont consignés sur le registre de sécurité.

R.4534-35

Les fouilles en tranchée ou en excavation comportent les moyens nécessaires à une évacuation rapide des travailleurs. (échelle)



R.4534-36

Lorsque des travailleurs sont appelés à franchir une tranchée de plus de 40 centimètres de largeur, des moyens de passage sont mis en place.



R.4534-37

Il ne peut être procédé à l'enlèvement d'un blindage, d'un étréssillon ou d'un étau que lorsque des mesures de protection efficaces ont été prises contre les risques d'éboulement.



Enrobé

Pour tous travaux liés à l'utilisation du bitume et des liants bitumeux, prendre les moyens de prévention et d'hygiène adaptés pour éviter les risques d'exposition des opérateurs notamment:

- les brûlures
- les projections
- passage percutané de fumées de bitumes
- inhalations de fumées de bitume

Remonté d'eau dans les tranchées:

- Prévoir des pompes pour évacuer l'eau dans les tranchées afin de les rendre accessibles.
- Prévention des risques liés au pompage:
- Prévoir un moyen de levage pour la manutention des pompes.
- Prévoir un accès sécurisé pour le remplissage de la citerne.

Maintenance de la signalisation des chantiers :

Le responsable du chantier doit effectuer des contrôles réguliers de la signalisation, notamment avant chaque reprise et fin d'activité. Ces contrôles seront plus fréquents en cas de conditions climatiques défavorables (vent, pluie, neige) ou de trafic important.

En ce qui concerne les chantiers sous alternat ou équipés de dispositifs lumineux, des dispositions devront être prises pour s'assurer régulièrement du bon fonctionnement des équipements et effectuer, si nécessaire, le rétablissement au plus tôt de la signalisation.

Engins de chantier

Les engins de chantier devront être adaptés en fonction de la tâche à effectuer et du terrain.

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate. Cette formation est complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire.

R.4323-56

La conduite de certains équipements présentant des risques particuliers, en raison de leurs caractéristiques ou de leur objet, est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur.

L'autorisation de conduite est tenue à la disposition de l'inspecteur du travail et des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale.

La formation au CACES de la CNAM est la solution préconisée par l'OPPBTP afin de respecter au mieux ces obligations.

Arrêté du 2/12/1998 - Art. 2

En application du dernier alinéa de l'article R. 233-13-19 du code du travail pour la conduite des équipements de travail appartenant aux catégories énumérées ci-dessous, les travailleurs doivent être

titulaires d'une autorisation de conduite :

- grues à tour ;
- grues mobiles ;
- grues auxiliaires de chargement de véhicules ;
- chariots automoteurs de manutention à conducteur porté ;
- plates-formes élévatrices mobiles de personnes ;
- engins de chantier télécommandés ou à conducteur porté

Nous vous rappelons que ces engins de levage sont soumis à une vérification générale périodique semestrielle. En cas de location, vous devez vous assurer que la vérification a bien été effectuée.

Travaux à proximité de réseau électrique aérien

Dans le cas où des travaux seront s'effectuer dans le périmètre d'ouvrages électriques sous tension. Les entreprises qui interviendront dans cette emprise devront respecter les préconisations fournies par la RTE (réseaux de transport électrique). Il s'agit notamment :

- 3 m du fuseau défini par l'exploitant si la tension est < 50 000 V (BT+HTA)

L'entreprise mettra en place la signalétique (panneau, portique...) au bord des pylônes électriques afin d'interpeller sur le fait que l'engin entre dans le périmètre d'ouvrages électrique.

[Article R4534-108](#)

L'employeur qui envisage d'accomplir des travaux au voisinage de lignes ou d'installations électriques s'informe auprès de l'exploitant, qu'il s'agisse du représentant local de la distribution d'énergie ou de l'exploitant de la ligne ou installation publique ou privée en cause, de la valeur des tensions de ces lignes ou installations. Au vu de ces informations, l'employeur s'assure qu'au cours de l'exécution des travaux les travailleurs ne sont pas susceptibles de s'approcher ou d'approcher les outils, appareils ou engins qu'ils utilisent, ou une partie quelconque des matériels et matériaux qu'ils manutentionnent, à une distance dangereuse des pièces conductrices nues normalement sous tension, notamment, à une distance inférieure à :

1° Trois mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions, en valeur efficace pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est inférieure à 50 000 volts ;

2° Cinq mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions, en valeur efficace pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est égale ou supérieure à 50 000 volts.

[Article R4534-109](#)

Il est tenu compte, pour déterminer les distances minimales à respecter par rapport aux pièces conductrices nues normalement sous tension :

1° De tous les mouvements possibles des pièces conductrices nues sous tension de la ligne, canalisation ou installation électrique ;

2° De tous les mouvements, déplacements, balancements, fouettements, notamment en cas de rupture éventuelle d'un organe, ou chutes possibles des engins utilisés pour les travaux envisagés.

Travaux susceptible d'être exposé à la silice :

- Réaliser une évaluation des risques en veillant à la mise en place de mesures de prévention et de protection renforcées ;
- Modifier les procédés les plus dangereux en mettant au point des processus de travail et de mesures techniques permettant d'éviter ou de minimiser le dégagement des poussières de silice ;
- Limiter le nombre des travailleurs exposés ou susceptibles de l'être ;
- Privilégier les moyens de protection collective comme l'aspiration à la source, l'humidification ou encore la mécanisation ;
- Compléter avec des EPI adaptés ;
- Assurer le suivi individuel renforcé des salariés ;
- Prévoir un procédé de nettoyage des surfaces et des zones concernées (humidification) ;
- Mettre en place des mesures d'hygiène appropriées :
- Ne pas manger, ni boire, ni fumer dans les zones de travail concernées ;
- Fournir des vêtements de protection ou tout autre vêtement approprié (prévoir leur nettoyage et remplacement si nécessaire à chaque utilisation) ;
- Stocker les vêtements de travail et les EPI sur le chantier ;
- Informer et former les travailleurs à l'utilisation d'un agent CMR (sous-section 6, Art R.4412-86 à 93 du code du travail)
- Délimiter les zones à risques et afficher l'interdiction de fumer.

4.7 LOT 2 : CLOISONNEMENTS MENUISERIES FAUX PLAFONDS

Dans son PPSPS l'entreprise devra présenter, complétée si besoin est par des croquis les diverses mesures de protections collectives, nécessaires à la réalisation de ses travaux.

Elle devra la mise en œuvre d'échafaudages pour ses propres travaux, de filets de protection en sous-face

Fournir PV de conformité des échafaudages au coordonnateurs sps et si mise à disposition de ceux-ci à d'autres intervenants copie de la convention de partage de ceux-ci.

L'entreprise rappellera à son personnel l'obligation d'utiliser les protections individuelles mises à disposition.

L'entreprise devra la mise en œuvre, le maintien, le contrôle régulier de tous les étaielements, contreventements, renforcements nécessaires pendant les travaux.

L'entreprise devra le maintien en place, le contrôle régulier des dispositifs de stabilité et de contreventement, renforcements provisoires nécessaires

L'entreprise devra la mise en œuvre et le maintien de toutes les protections collectives provisoires, jusqu'à la mise en œuvre des protections définitives.

L'entreprise amenée à utiliser divers moyens de levage, devra obtenir l'accord du Coordonnateur, afin d'éviter tous risques dus aux interférences.

Les divers moyens de levage auront préalablement à leur utilisation, satisfaits aux contrôles des organismes agréés.

1. DETERMINER EN AMONT LES TECHNIQUES D'EXÉCUTION DES OUVRAGES ET TRANSMETTRE LES MODES CONSTRUCTIFS AU BUREAU D'ÉTUDES TECHNIQUES

afin de pouvoir disposer sur le chantier des équipements de travail et accessoires de levage nécessaires à leur exécution.

2. ETABLIR L'EXAMEN D'ADÉQUATION DU SYSTEME DE LEVAGE afin de s'assurer qu'il est adapté pour le levage en sécurité des éléments et qu'il répond aux exigences de la notice d'instructions du fabricant.
3. PRÉFÉRER L'UTILISATION D'UN PALONNIER DE LEVAGE ET INCORPORER LES SYSTEMES D'ANCRAGE NORMALISÉS SELON LES INSTRUCTIONS DU FABRICANT.
4. VEILLER À CHOISIR DES SYSTEMES DE LEVAGE NORMALISÉS

STOCKAGE DES ÉLÉMENTS DE CHARPENTES

La phase d'approvisionnement et de stockage des matériaux doit être préparée. La zone de stockage doit permettre de recevoir l'ensemble des éléments à décharger et la circulation des opérateurs entre ces éléments.

Zone de stockage

Lorsque les fermes ou fermettes sont livrées assemblées, prévoyez une zone de stockage spécifique, où ces éléments sont stabilisés par des chevalets ou des râteliers.

Ceux-ci maintiennent ces éléments de charpente à la verticale, hors d'eau et empêchent qu'ils ne s'abîment.

Choisissez un emplacement de stockage assurant une parfaite visibilité du grutier.

Dans les deux cas de figure, les éléments sont stockés en fonction de l'ordre de montage.

MONTAGE

Durant les opérations de levage l'élingage et le guidage sont gérés par un salarié désigné et formé pour cette tâche.

- Balisez les zones interdites à la circulation
- Mécanisez les manutentions
- Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles (stockages, conditionnements...)
- Désignez un chef de manœuvre
- Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges
- Pensez à l'aménagement et l'entretien des voies de circulation

Zone d'assemblage

Quand le mode opératoire prévoit le levage d'une ferme ou d'une charpente complète, celle-ci est assemblée à terre dans une zone propre, plane et bien balisée pour ne pas être encombrée de matériaux divers par les autres corps d'état.

L'aire d'assemblage doit être correctement dimensionnée.

Un plan et un programme de montage sont remis avec toutes les instructions au responsable du montage.

Prévoyez un contreventement des pignons et des éléments de charpente en phase provisoire

Zone d'installation du moyen de levage

Le sol de cet emplacement est suffisamment résistant pour supporter la charge de l'engin de levage ainsi que celle de l'ouvrage. Dans le cas contraire, prévoyez des plaques de répartition des charges. Vous devrez effectuer un repérage précis du site (ouvrages voisins, lignes électriques...).

L'entreprise veillera particulièrement au port des EPI.

L'entreprise veillera à l'étalement et au contreventement des divers ouvrages

RAPPEL LE TRAVAIL À L'ÉCHELLE EST INTERDIT Article R 4323-63

Il est primordial pour l'entreprise, de procéder à une analyse et à une évaluation des risques avant de mettre en œuvre les moyens de protection adaptés, prévus par la réglementation. Il existe des dispositifs simples de protection collective tels que les garde-corps en périphérie de la toiture, les filets de sécurité en sous-face ou les grilles de protection sur les trémies. » Les chemins de circulation font partie des solutions, à condition d'être associés à d'autres moyens de protection collective (filets) et/ou individuelle (système d'arrêt de chute).

Des mesures de prévention simples et efficaces sont à mettre en place :

- Repérage : avant de monter, réaliser le diagnostic de la toiture. Le drone est un moyen efficace de supprimer le risque de chute sur cette phase préalable aux travaux.
- Identification et signalisation : repérer et baliser clairement les zones à risque.
- Protection collective : installer des filets de sécurité en sous-face, utiliser des chemins de circulation arrimés et compléter ces équipements de système d'arrêt de chute (point d'ancrage + système de liaison + harnais de sécurité), avec points d'ancrage sûrs définis par l'encadrement.
- Formation : sensibiliser et former les travailleurs aux risques et aux mesures de prévention spécifiques aux toitures fragiles

POSE DE FILETS EN SOUS-FACE à la charge du présent lot.

Les opérateurs chargés de la pose de filets de recueil doivent posséder :

- l'aptitude médicale au travail en hauteur
- la compétence et le savoir-faire dispensés par une formation qui intègre notamment la maîtrise des risques liés à ces travaux.

Cette formation spécifique, tant théorique que pratique, concerne :

- les caractéristiques des filets de sécurité normalisés (NF EN 1263-1 et -2)
- la mise en œuvre avec les accessoires d'attache et la dépose avec les équipements appropriés
- les conditions de maintenance et d'entretien de ces filets et des accessoires d'attache.

Ils doivent également connaître les instructions définies dans la notice du fabricant qui accompagne tout filet de sécurité et respecter les consignes spécifiques relatives au chantier.

Avant la mise en service, l'employeur doit vérifier que les filets sont posés et installés de manière sûre selon les instructions du fabricant. Il doit également, pendant la période d'utilisation, vérifier le bon état de conservation des filets et des sangles, cordes ou accessoires d'attaches utilisées.

Le chef d'établissement peut confier à une personne compétente de l'entreprise la réalisation de ces examens. FOURNIR AU COORDONNATEUR SPS COPIE DU PROCES VERBAL DE RECEPTION DES FILETS DE SÉCURITÉ.

Les filets de sécurité doivent répondre aux normes et recommandation suivantes :

- NF EN 1263-1 : Équipements temporaires de chantiers – Filets de sécurité – Partie 1 : exigences de sécurité, méthodes d'essai.
- NF EN 1263-2 : Équipements temporaires de chantiers – Filets de sécurité – Partie 2 : exigences de sécurité concernant les limites de montage.
- Recommandation R 446.

Le filet doit être contrôlé chaque année (3 mailles test par filet). Ces contrôles doivent être réalisés par l'entreprise propriétaires des filets.

- La durée de vie du filet n'excède pas 41,75 mois.
- Si le test annuel n'a pas été effectué, le filet n'est plus conforme à la norme NF EN 1263-1.
- Le groupe de travail (OPPBTP) s'entend à recommander une durée d'utilisation maximale de deux ans après sa date de fabrication, dans la mesure de la conservation de son bon état et sans réalisation d'essai sur maille d'essai.
- Il convient de changer les nappes présentant une seule blessure de cordonnet ou une seule rupture de maille ou donnant des signes d'usure, ainsi que les nappes ayant récupéré un homme ou une masse au moins équivalente.
- Le chef d'entreprise dont le personnel travaille avec la protection des filets doit s'assurer du maintien en bon état par une vérification régulière confiée à une personne compétente. Cette personne doit vérifier notamment au moins une fois par semaine le bon état des filets, leur tension, la bonne conservation des systèmes de fixation et des points d'accrochage.
- Des mesures particulières sont prévues dans le cas de mise à disposition des filets pour plusieurs entreprises.
- Chaque nouvelle entreprise intervenant avec la protection du filet vérifie l'état de la protection.

Le rapport de vérification annexé au procès-verbal de réception peut servir de support aux vérifications ultérieures. Il sert à la traçabilité de la transmission entre utilisateurs ; il est établi avant l'intervention de toute entreprise.

PROTECTION DE LA TREMIE D'escalier à la charge du présent LOT

R.4323-67

Les postes de travail pour la réalisation de travaux en hauteur sont accessibles en toute sécurité. Le moyen d'accès le plus approprié à ces postes est choisi en tenant compte de la fréquence de circulation, de la hauteur à atteindre et de la durée d'utilisation.

Ce moyen garantit l'accès dans des conditions adaptées du point de vue ergonomique et permet de porter rapidement secours à toute personne en difficulté et d'assurer l'évacuation en cas de danger imminent.

La circulation en hauteur doit pouvoir s'effectuer en sécurité. Le passage, dans un sens ou dans l'autre, entre un moyen d'accès et des plates-formes, planchers ou passerelles ne doit pas créer de risques de chute.

L'entreprise fournira le rapport de vérification de ses propres échafaudages, et des examens réguliers devront être effectués, à la diligence du chef d'établissement, par une personne compétente. Le résultat de ces vérifications sera consigné sur un registre prévu à cet effet et laissé à disposition sur le chantier.

Une attestation de compétence basée sur les référentiels annexés est délivrée par le chef d'entreprise. Elle sera obligatoire pour monter, démonter, ou exploiter un échafaudage de pied. Si le monteur n'appartient pas à l'entreprise utilisatrice de l'échafaudage, il y a lieu d'établir un procès-verbal de réception écrit et contradictoire.

Le certificat de qualification professionnelle (CQP) « Monteur d'échafaudages » est l'un des moyens qui permet d'attester la qualification d'une personne à tenir un emploi de monteur d'échafaudages et de vérifier les compétences acquises et de les valider.

Les vérifications ont pour objet de s'assurer : du montage correct, de l'adéquation de l'équipement et de son état avant la première utilisation ou après chaque modification, du bon état de conservation au plus tous les trois mois, de l'état général de l'équipement par une vérification journalière.

Nous vous rappelons que les échafaudages sont soumis à un examen de montage et à une vérification périodique de l'état de conservation.

L'entreprise laissera à disposition sur le chantier le registre de sécurité.

Elle rappellera à son personnel l'obligation d'utiliser les protections individuelles mises à disposition. Chaque opérateur travaillant sur échafaudage doit être capable de suivre les règles suivantes :

- Accéder et circuler en sécurité sur l'échafaudage
- Respecter les limites de charges
- Maintenir l'échafaudage en sécurité
- Tenir compte de la co-activité sur le chantier
- Signaler les situations dangereuses

Tous les échafaudages installés devront être munis de plinthes, lisses, sous lisses, échelles de service avec trappe de fermeture à chaque niveau et fermetures aux extrémités.

ATTENTION : AUCUN MONTAGE INCOMPLET DES ECHAFAUDAGES NE SERA TOLERE

RAPPEL : LES ÉCHAFAUDAGES INSTALLÉS SERONT COMPOSÉS D'ÉLÉMENTS COMPATIBLES DE MÊME MARQUE IRCULAIRE DRT 2005 / OUCIRCULAIRE

la compatibilité des éléments d'assemblage (structure) est établie via la réalisation de tests, effectués par le fabricant ou sous sa responsabilité. Des éléments ne provenant pas du même fabricant ne sont donc pas considérés comme compatibles dans la mesure où cette compatibilité n'a pas été testée ». (extrait de la circulaire DRT 2005/08 du 27/06/2005) .

TRAITEMENT DES BOIS

Aucune co-activité de travaux lors du traitement des bois in situ.

ENGINS DE CHANTIER

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée aux travailleurs qui ont reçu une formation adéquate. Cette formation est complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire.

R.4323-56

La conduite de certains équipements présentant des risques particuliers, en raison de leurs caractéristiques ou de leur objet, est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par l'employeur.

L'autorisation de conduite est tenue à la disposition de l'inspecteur du travail et des agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale.

La formation au CACES de la CNAM est la solution préconisée par l'OPPBTP afin de respecter au mieux ces obligations.

Arrêté du 2/12/1998 - Art. 2

En application du dernier alinéa de l'article R. 233-13-19 du code du travail pour la conduite des équipements de travail appartenant aux catégories énumérées ci-dessous, les travailleurs doivent être titulaires d'une autorisation de conduite :

- grues à tour ;
- grues mobiles ;
- grues auxiliaires de chargement de véhicules ;
- chariots automoteurs de manutention à conducteur porté ;
- plates-formes élévatrices mobiles de personnes ;
- engins de chantier télécommandés ou à conducteur porté

Pour les travaux en hauteur, il doit être installé des dispositifs rigides de protections collectives, capables d'arrêter une personne. (article R 4323-59 du code du travail)

PREVOIR DES PROTECTIONS COLLECTIVES POUR D'ACCÈS EN TOITURE et avant toute installation d'un poste de travail en hauteur.

Lorsque l'utilisation de ces dispositifs de protection est reconnue impossible, le port d'un système d'arrêt de chute est obligatoire.



NOUS NE POUVONS TOLÉRER DE PROTECTIONS TEMPORAIRES « RAPPORTÉES » DE QUALITÉ MÉDIOCRE ET NON CONFORMES AUX TEXTES EN VIGUEUR.

R.4534-85

Lorsque des travailleurs sont appelés à intervenir sur un toit présentant des dangers de chute de personnes ou de matériaux, des mesures appropriées sont prises pour éviter toute chute.

R.4534-95

Lors des travaux de montage, de démontage et de levage de charpentes et ossatures, toutes mesures sont prises pour réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur qui exposent les travailleurs à un risque de chute.

À cette fin, il est procédé, chaque fois que cela est possible, à l'assemblage des pièces au sol et à la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance.

R.4534-97

Lorsque, dans les travaux de montage, de démontage et de levage de charpentes et ossatures, des travailleurs sont appelés à intervenir en se trouvant exposés à un risque de chute dans le vide, l'employeur prend l'une des mesures suivantes :

1° Installation de planchers de travail fixes, munis de garde-corps placés à une hauteur de 90 centimètres et de plinthes de 15 centimètres de hauteur au moins ;

2° Mise en œuvre, dans les conditions prévues par l'article R.4534- 98, de plates-formes de travail mobiles, ou tous autres dispositifs similaires, suspendues à un appareil de levage.

R.4534-98

Les plates-formes de travail, nacelles et dispositifs similaires utilisés pour le transport ou le travail en élévation des travailleurs employés à des travaux mentionnés à la présente section, ainsi que les appareils de levage auxquels ces plates-formes, nacelles ou dispositifs similaires sont suspendus, obéissent aux dispositions relatives au levage des personnes prévues par les articles R.4323-31 et R.4323-32.

R.4324-26

Les accessoires de levage sont marqués de façon à permettre d'en identifier les caractéristiques essentielles à une utilisation sûre.

R.4323-47

Les accessoires de levage sont choisis et utilisés en fonction des charges à manutentionner, des points de préhension, du dispositif d'accrochage et des conditions atmosphériques et compte tenu du mode et de la configuration d'élingage.

Tout assemblage d'accessoires de levage permanent est clairement marqué pour permettre à l'utilisateur d'en connaître les caractéristiques.

R.4323-38

Lorsque deux ou plusieurs équipements servant au levage de charges non guidées sont installés ou montés sur un lieu de travail de telle sorte que leurs champs d'action se recouvrent, des mesures sont prises pour éviter les collisions entre les charges ou avec des éléments des équipements de travail eux-mêmes.

R.4323-39

Pendant l'emploi d'un équipement de travail mobile servant au levage de charges non guidées, des mesures sont prises pour éviter son basculement, son renversement, son déplacement et son glissement inopinés.

R.4534-102

Le port d'un casque de protection est obligatoire pour les travaux de montage, de démontage et de levage de charpentes et ossatures.

Fournir les schémas et plans de montage aux salariés.

Les pilotes des divers engins devront être en mesure de présenter immédiatement leur autorisation de conduite aux divers contrôleurs, inspecteurs et coordonnateur qui leur en feront la demande.

- EVITEZ L'EMPLOI DE SANGLES ORDINAIRES
- REALISEZ L'EXAMEN D'ADÉQUATION POUR DEFINIR LES ACCESSOIRES DE LEVAGE QUI SERONT LE PLUS FACILE A UTILISER
- DEFINIR L'IMPLANTATION DES POINTS DE LEVAGE
- UTILISEZ LES ACCESSOIRES DE LEVAGE MARQUES « CE » ET AYANT SUBI LES VÉRIFICATIONS OBLIGATOIRES, PRIVILÉGIEZ LES SANGLES À USAGE UNIQUE
- ELOIGNER LE PERSONNEL DES CHARGES À GUIDER AU MOYEN DES CORDAGES, Etc...

Mise a disposition sur chantier d'extincteurs adaptés.

Les extincteurs employés dans le BTP doivent être conformes aux prescriptions réglementaires et normatives en vigueur. Il doivent ainsi répondre aux exigences du marquage CE concernant la réglementation des appareils à « pression », mais également de la norme NF EN 3-7+A1 pour garantir l'aptitude à la fonction et à l'emploi.

Elle rappellera à son personnel l'obligation d'utiliser les protections individuelles mises à disposition.

Les protections collectives existantes qui seront déplacées pour la nécessité de ses travaux devront :

- être remplacées pendant la phase d'exécution des travaux par des moyens de protection au moins équivalents
- être remises en place aussitôt après l'intervention, si le risque subsiste
- être modifiées par l'entreprise en raison de ses risques nouveaux
- une attention particulière sera portée à la qualité des postes de travail lors des travaux en élévation

Mécanisez les manutentions

Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles

Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges et aux chantiers



L'entreprise doit au titre de sa prestation l'ensemble des équipements, moyens d'accès, ses propres échafaudages, zones de stockages, protections balisages réglementaires et adaptés suivant la nature, l'échelle et l'étendue de son intervention de façon à garantir des conditions de travail optimales et conformes à la législation.

RAPPEL : LE TRAVAIL « À L'ÉCHELLE » EST INTERDIT. Article R 4323-63



Pensez au plateforme individuelle roulante

Elle rappellera à son personnel l'obligation d'utiliser les protections individuelles mises à disposition.

Les protections collectives existantes qui seront déplacées pour la nécessité de ses travaux devront :

- être remplacées pendant la phase d'exécution des travaux par des moyens de protection au moins équivalents
- être remises en place aussitôt après l'intervention, si le risque subsiste
- être modifiées par l'entreprise en raison de ses risques nouveaux
- une attention particulière sera portée à la qualité des postes de travail lors des travaux en élévation

Mécanisez les manutentions

Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles

Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges et aux chantiers

L'entreprise doit au titre de sa prestation l'ensemble des équipements, moyens d'accès, ses propres échafaudages, zones de stockages, protections balisages réglementaires et adaptés

suivant la nature, l'échelle et l'étendue de son intervention de façon à garantir des conditions de travail optimales et conformes à la législation.

Mise en œuvre de manière définitive le plus tôt possible de l'escalier définitif



RAPPEL : LE TRAVAIL « À L'ÉCHELLE » EST INTERDIT. Article R 4323-63



Pensez au plateforme individuelle roulante

Elle rappellera à son personnel l'obligation d'utiliser les protections individuelles mises à disposition.

mise en œuvre de manière définitive le plus tôt possible de la trappe d'accès en comble.

Mécanisez les manutentions

Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles

Choisissez les accessoires de manutention et appareils de levage adaptés aux charges et aux chantiers (relève-plaques, chariots motorisés, lève-plaques, grue auxiliaire...)

Remplacez les escabeaux par des plateformes individuelles roulantes légères ou PIRL

R.4323-67

Les postes de travail pour la réalisation de travaux en hauteur sont accessibles en toute sécurité. Le moyen d'accès le plus approprié à ces postes est choisi en tenant compte de la fréquence de circulation, de la hauteur à atteindre et de la durée d'utilisation.

Ce moyen garantit l'accès dans des conditions adaptées du point de vue ergonomique et permet de porter rapidement secours à toute personne en difficulté et d'assurer l'évacuation en cas de danger imminent.

La circulation en hauteur doit pouvoir s'effectuer en sécurité.

Le passage, dans un sens ou dans l'autre, entre un moyen d'accès et des plates- formes, planchers ou passerelles ne doit pas créer de risques de chute.



Vérifiez régulièrement l'état de conservation du matériel et maintenez le matériel en conformité (carters...)
Aménagez le poste de travail de découpe

Une attention particulière sera portée à la qualité des postes de travail lors des travaux en élévation et notamment dans les cages d'escaliers. Utilisez des équipements d'accès adaptés.

EVACUER LES DÉCHETS RÉGULIÈREMENT

RAPPEL : LE TRAVAIL « À L'ÉCHELLE » EST INTERDIT. Article R 4323-63

4.8 LOT 3 CARRELAGE FAIENCE

Dans son PPSPS l'entreprise devra présenter, complétées si besoin est par des croquis, les diverses mesures de protection collective mises en place lors de son intervention.

Elle rappellera à son personnel l'obligation d'utiliser les protections individuelles mises à disposition.

Elle veillera particulièrement à limiter ses zones de travail lors de l'emploi de produits dangereux, et de coordonner ses interventions en ce sens, avec les autres corps d'état.

VEILLEZ A L'AÉRATION DES LOCAUX.

R.4323-66

Toutes mesures sont prises pour éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire de dispositifs de protection collective pour éviter les chutes.

Si cet enlèvement est nécessaire, le travail ne peut être entrepris et réalisé sans l'adoption préalable de mesures de sécurité

compensatoires efficaces.

Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, des dispositifs de protection collective sont mis en place pour éviter les chutes, assurant un niveau de sécurité équivalent ;

Collectez les fiches de données de sécurité des produits mis en œuvre sur chantier

Rappelez à vos équipes les consignes d'hygiène (lavage des mains...)

Équipez vos salariés avec des EPI spécifiques

Mécanisez les manutentions dans la mesure du possible

Organisez le travail pour limiter les manutentions manuelles (stockages, conditionnements...)

Choisissez des accessoires de manutention et des appareils de levage adaptés aux charges (chariots avec mise à niveau, diables, lèves-matériaux...)



Un siège confortable et stable pour les travaux au sol

Le siège ergonomique SR-1, doté de genouillères remplaçables, il est confortable et stable, grâce à un système anti-basculement. Ajustable, il peut se régler en hauteur et en inclinaison pour s'adapter aux différentes situations de travail au sol.

4.9 LOT 3 PEINTURE

Dans son PPSPS l'entreprise devra présenter, complétées si besoin est par des croquis, les diverses mesures de protection collective mises en place lors de son intervention.

Elle rappellera à son personnel l'obligation d'utiliser les protections individuelles mises à disposition.

Elle veillera particulièrement à limiter ses zones de travail lors de l'emploi de produits dangereux, et de coordonner ses interventions en ce sens, avec les autres corps d'état.

VEILLEZ A L'AÉRATION DES LOCAUX.

UNE ATTENTION PARTICULIÈRE SERA PORTÉE À LA SÉCURITÉ DES POSTES DE TRAVAIL EN ELEVATION

ATTENTION « LE TRAVAIL À L'ÉCHELLE » EST FORMELLEMENT INTERDIT

Pensez au plateforme individuelle roulante et nacelle



Les travaux extérieurs à réaliser en élévation prévoir échafaudages ou nacelle

STOCKAGE DES PRODUITS ET GESTIONS DE DECHETS ;

Les zones de stockage et d'évacuation des déchets seront prévues au plus près des postes de travail.

Ces espaces seront en permanence en ordre et débarrassés des emballages, tines vides, et matériaux usagés (brosses rouleaux) facilitant ainsi les circulations.

Le stockage sera réalisé sur des bacs de rétention, dans local aéré, ventilé, à l'abri de la chaleur.

Prendre en compte le risque d'incompatibilité entre les produits stockés.

Éliminer les déchets et outils souillés suivant la réglementation en vigueur.

NETTOYAGE

Dans son PPSPS l'entreprise devra présenter, complétées si besoin est par des croquis, les diverses mesures de protection collective mises en place lors de son intervention.

Elle rappellera à son personnel l'obligation d'utiliser les protections individuelles mises à disposition.

Elle veillera particulièrement à limiter ses zones de travail lors de l'emploi de produits dangereux, et de

coordonner ses interventions en ce sens, avec les autres corps d'état.

Veillez à l'aération des locaux.

Pour les travaux de nettoyage en élévation, prévoir des équipements adaptés.

ATTENTION SIGNALER LES SOLS GLISSANTS.

4. 10 LOT 4 ELECTRICITE

* A LA CHARGE DU PRESENT LOT NEUTRALISATION ET CONSIGNATION DES RÉSEAUX DANS LES ZONES DE TRAVAUX AVEC REMISE D'UN PROCES VERBAL AUX ENTREPRISES ET COPIE AU COORDONNATEUR SPS .

Dans son PPSPS l'entreprise devra présenter, complétée si besoins est par des croquis, les diverses mesures de protections collectives mise en place lors de son intervention.

Elle rappellera à son personnel l'obligation d'utiliser les protections individuelles mise à disposition.

*Neutralisation et consignation des divers réseaux présents dans les zones de travaux

Les protections collectives ou existantes qui seront déplacées pour la nécessité de ses travaux devront :

- être remplacées pendant la phase d'exécution des travaux par des moyens de protection au moins équivalents
- être remises en place aussitôt après l'intervention, si le risque subsiste
- être modifiées par l'entreprise en raison de ses risques nouveaux
- prévoir protections individuelles et protections collectives en cas d'accès en toiture avant toute installation d'un poste de travail en hauteur.
- pour les travaux en hauteur, il doit être installé des dispositifs rigides de protections collectives, capables d'arrêter une personne. (article R4323-59 du code du travail)

ATTENTION « LE TRAVAIL À L'ÉCHELLE » EST FORMELLEMENT INTERDIT

Pensez au plateforme individuelle roulante



Les travaux « sous tension » seront réalisés par du personnel habilité suivant réglementation en vigueur au moment des travaux.

L'éclairage définitif sera mis en service à l'avancement des travaux afin de sécuriser les zones de circulation.

En cas d'impossibilité prévoir un éclairage provisoire.

Priorisez les travaux hors tension

Procédez ou faites procéder à la coupure d'alimentation en énergie électrique de l'installation (consignation électrique)

Respectez les distances de sécurité (3m et 5m) si la mise hors tension n'est pas possible, pour des raisons de continuité de service par exemple

Vérifiez les installations et les matériels électriques

Mettez en place et testez régulièrement les disjoncteurs différentiels à haute sensibilité (30mA)

Délivrez les habilitations électriques obligatoires à vos salariés et remettez-leur le carnet de prescriptions et les EPI spécifiques.

Le chargé de consignation

Le chargé de consignation est une personne formée, habilitée et désignée par son employeur pour effectuer la consignation d'une installation ou partie d'installation ou d'un ouvrage. Cette manœuvre permet notamment d'effectuer des travaux hors tension.

À la fin des opérations, c'est le chargé de consignation, après échange de documents avec les chargés de travaux ou chargés de chantier, qui effectue la déconsignation.

Le chargé de consignation possède l'habilitation BC ou HC.

Le chargé de travaux

Le chargé de travaux d'ordre électrique ou non électrique est une personne formée, habilitée et désignée par son employeur. Il est responsable des travaux qui lui sont confiés ainsi que de la mise en place des dispositions destinées à assurer la sécurité de l'ensemble de son équipe et de la sienne. Le chargé de travaux possède l'habilitation B2 ou H2.

Le chargé d'interventions élémentaires

Le chargé d'intervention élémentaire est une personne formée, habilitée et désignée par son employeur. Il est responsable des interventions élémentaires qui lui sont confiées ainsi que de la mise en place des dispositions destinées à assurer sa propre sécurité. Le chargé d'intervention n'a aucune personne sous sa responsabilité dans le cadre de son intervention élémentaire.

C'est un non-électricien qui est autorisé à effectuer les interventions élémentaires telles que le remplacement à l'identique d'un fusible BT ; le remplacement à l'identique d'une lampe, d'un accessoire d'appareil d'éclairage, d'une prise de courant ou d'un interrupteur ; le raccordement d'un élément de matériel électrique à un circuit en attente, protégé contre les courts-

circuits ou le réarmement d'un dispositif de protection sur une installation et dans un environnement qui garantissent la sécurité de l'opérateur. Le chargé d'interventions élémentaires est habilité BS.

L'exécutant

L'exécutant est une personne désignée par son employeur. Il peut être selon les cas formé non habilité, formé et habilité à effectuer des travaux électriques ou non-électriques.

Il n'est jamais seul et intervient toujours sous la responsabilité d'un chargé de travaux ou d'un chargé

de chantier. L'exécutant doit assurer sa propre sécurité.

4.11 LOT 5. PLOMBERIE SANITAIRE

* A LA CHARGE DU PRESENT LOT NEUTRALISATION ET CONSIGNATION DES RÉSEAUX DANS LES ZONES DE TRAVAUX AVEC REMISE D'UN PROCES VERBAL AUX ENTREPRISES ET COPIE AU COORDONNATEUR SPS .

Dans son PPSPS l'entreprise devra présenter, complétées si besoin est par des croquis, les diverses mesures de protection collective mises en place lors de son intervention.

Elle rappellera à son personnel l'obligation d'utiliser les protections individuelles mises à disposition.

Lors de l'utilisation de points chauds, l'entreprise se conformera aux prescriptions de la réglementation en vigueur, et entre autres, fournira des extincteurs adaptés.

*Neutralisation des réseaux présents dans les zones de travaux.

Pour les travaux en hauteur, il doit être installé des dispositifs de protection collective, capable d'arrêter une personne.

Les protections collectives ou existantes qui seront déplacées pour la nécessité de ses travaux devront :

- être remplacées pendant la phase d'exécution des travaux par des moyens de protection au moins équivalents
- être remises en place aussitôt après l'intervention, si le risque subsiste
- être modifiées par l'entreprise en raison de ses risques nouveaux
- prévoir protections individuelles et protections collectives en cas d'accès en toiture avant toute installation d'un poste de travail en hauteur.

Assurez une bonne ventilation des locaux

Équipez le poste de travail d'un extincteur

Équipez le poste oxyacétylénique de clapets anti retour

Vérifiez la fermeture des bouteilles et la purge des tuyaux en fin de poste.

Portez les EPI spécifiques aux travaux de soudure

Les entreprises veilleront également à emprunter

des dispositifs individuels adaptés, afin de soulager les travailleurs à la mise en œuvre des matériaux

RAPPEL : LE TRAVAIL « À L'ÉCHELLE » EST INTERDIT. Article R 4323-63



4.12 INTERFERENCE DES TACHES

Le chantier est interdit à toute personne ne faisant pas partie d'une entreprise contractante ou non autorisée par le Maître d'Ouvrage.

Aussi il est demandé aux entreprises que leur personnel porte un signe distinctif, tenue de travail, badge BTP, casque, permettant une identification immédiate sur le chantier.

La carte d'identité professionnelle des salariés travaillant dans le BTP est désormais obligatoire. La carte comprend des informations sur le salarié (nom, prénom, sexe, date de délivrance de la carte et son numéro, un identifiant, les coordonnées de l'Union des caisses de France et une photo du salarié) et sur l'employeur (nom, numéro Siren). Elle est valable pour toute la durée du contrat de travail, pendant cinq ans pour les intérimaires, et pendant la période du détachement pour les salariés détachés.

L'accès à la zone de travaux se fera exclusivement par un itinéraire défini avant le début des travaux. Il est impératif de respecter les consignes :

- de circulation
- les zones de stockage
- de déchargement

En aucun cas les circulations horizontales ne devront être encombrées par des matériaux, du matériel, ou des véhicules en stationnement non autorisé.

Aucune intervention de sous-traitant ne sera acceptée, si préalablement à son intervention l'entreprise sous-traitante n'a pas été agréée par le Maître d'ouvrage, n'a pas réalisé son inspection commune sur rendez-vous pris 2 semaines à l'avance n'a pas remis son PPSPS au CSPS.

Attention au maintien permanent des protections antichute et, des garde-corps, des mains courantes, des baies libres et tous autres éléments relatifs à la sécurité.

Réception des échafaudages partagés avant utilisation

Un procès verbal de réception écrit et contradictoire devra être établi au cours d'une visite commune entre l'échafauteur et les utilisateurs. Il portera sur la conformité au cahier des charges et aux besoins des utilisateurs.

Lors de la mise à disposition des échafaudages & appareils de levage aux autres entreprises, l'installateur de ces équipements devra établir une convention d'utilisation écrite, en fournir copie au CSPS.

En cas de présence d'anomalie l'arrêt des travaux en cours sera immédiat.

4.13 COVID SARS-COV-2

L'application du guide de préconisations pour assurer la sécurité sanitaire sur les chantiers du BTP sera suspendue. L'OPPBTP invite toutefois les entreprises du secteur à rester prudentes et à continuer à appliquer des règles d'hygiène, comme le lavage des mains, le nettoyage des surfaces et l'aération des locaux. En effet, malgré le contexte favorable, le nombre de nouveaux cas positifs à la Covid-19 demeure relativement élevé.

L'OPPBTP publiera d'ici peu un document de recommandations post-covid. Il ciblera les entreprises, maîtres d'œuvre, maîtres d'ouvrage et salariés avec des messages axés sur les enseignements bénéfiques de la Covid sur l'hygiène. Ce document insistera sur la poursuite des gestes développés par les acteurs du secteur pendant la pandémie : accès aux points d'eau, nettoyage des bases-vie, port du masque en cas de risque de contagion, maintien d'un stock de matériel de protection sanitaire en cas de reprise de l'épidémie...

Avant toute intervention sur chantier l'entreprise rédigera et fournira au coordonnateur SPS un PPSPS tenant compte obligatoirement des mesures à appliquer face au COVID-19 et DÉSIGNERA NOMINATIVEMENT SON REFERENT COVID.

Pour rendre la mission claire et effective, le chef d'entreprise ou son délégataire s'assure que le référent Covid-19 chantier désigné précédemment dispose :

- de missions clairement définies et formalisées ;
- de l'autorité nécessaire à leur réalisation ;
- des informations et de la sensibilisation nécessaires à l'accomplissement des missions qui lui sont confiées.

MESURES D'ORGANISATIONS PRÉCONISEES (susceptibles d'évoluer suivant réglementation en vigueur au moment des travaux)

Vérifier plusieurs fois par jour que les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et de gel ou solution hydro alcoolique sont approvisionnés. Le personnel en charge du nettoyage doit être compétent et dûment équipé (cf. guide INRS ED 6347).

MESURES D'HYGIENE

Affichage de l'ensemble des mesures d'hygiène applicables dans tous les locaux composant la base vie, dès l'accès sur chantier, et sur toutes les zones équipées d'un point d'eau et de gel hydroalcoolique. Mise à disposition de gel hydro alcoolique.

Mise à disposition de savon et d'eau en continu avec une température à minima tempérée.

Mise à disposition d'essuie main à usage unique.

Mise à disposition de poubelles de préférence à pédale pour déposer les consommables usagés (essuie-main) avec évacuation au quotidien.

ORGANISATIONS DES SECOURS SPECIFIQUES COVID-19

- En complément des dispositions générales du PGC, mettre a disposition sur site un ou plusieurs « KIT d'intervention d'urgence » (notamment combinaisons jetables, gants latex, masques, lunettes, gel hydro alcoolique...) À LA CHARGE du LOT –1 MACONNERIE

REFERENT COVID-19

Chaque entreprise devra désigner nominativement un référent COVID-19.

La liste des référents avec l'ensemble de leurs coordonnées sera affichée dans le cantonnement.

Le référent sera en charge de l'organisation, du suivi, de la mise en place de l'ensemble des préconisations pour la sécurité sanitaires des intervenants.

Des quarts d'heures sécurité seront organisés, afin de rappeler les consignes d'hygiène, avec démonstrations de lavage des mains, mise en place des lunettes, du masque etc....

MODIFICATIONS IMPORTANTES

Avant toute intervention sur chantier, une vérification générale des protections existantes doit être réalisée, ainsi que de la bonne mise en sécurité du chantier.

Mettre en place les nouvelles protections définies, sachant notamment que le port de certains EPI limite le champ de vision...Il est rappelé qu'en complément de la mobilisation sur la Covid-19, une attention particulière doit être maintenue sur tous les risques « traditionnels » des chantiers, en particulier les risques de chute, de heurt, ceux liés à l'électricité, aux engins, aux produits chimiques, au port de charge et aux postures.

PGC Indice A élaboré en phase conception, avec fourniture des diagnostics amiante et plomb, Il est susceptible d'évoluer.

DHOL ANNEXE 1

CSPS	Nom	①
Mise à jour	Date de modification	Éléments modifiés

Partie à remplir par le CSPS				
Adresse chantier		Coordonnées GPS		
Contraintes horaires de livraisons		Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)		
Autres renseignements utiles (contraintes administratives, ..)		Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)				
Nom de l'entreprise		Adresse siège		
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire		
Plages horaires de livraisons				
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non		
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>	
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier		
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	Type	
Autres renseignements utiles				

MESURES		SOURCE R476 INRS		ACTEUR			
				x	x		
				x	x	x	
	⇔ ⇔ ⇔ ⇔						x
	⇔ ⇔ ⇔					x	x
					x		
	mettre en œuvre des équipements permettant de pallier le risque de				x		
					x	x	
	utiliser et mettre en œuvre des é						x
					x		x
	designer un chef de manœuvre et						x
					x		
					x		
					x		
				x			
							x
	le type de plaque de répartition à mettre en œuvre en fonction du terrain rencontré.						x
	mise en œuvre de la grue de chargement en cas						x

SCALP ANNEXE 2

DETERMINATION DES BESOINS SCALP

LOTS	Description des tâches à réaliser	Besoins estimés pour la manutention des matériels, équipement , matériaux et l'élévation des personnes			
		Levage verticale		Transport horizon livraison des mateiaux à pied d'œuvre	Evacuation des déchets
		Approvisionnement des matériaux	Elévation des personnes		
CLOSET OUVERT					
Gros-œuvre					
Charpente					
Coverture Zinguerie					
Etanchéite					
Revêtements de façades					
Menuiserie extérieurs					
CORPS D'ETAT SECONDAIRES					
Menuiserie intérieurs					
Platerie Isolation					
Revêtements de sols et murs					
Agencement immobilier					
Metallerie Feronnerie					
CORPS D'ETAT TECHNIQUES					
Electricité courant fort					
Eleectricité courant faible					
Génie Climatique					
Plomberie Sanitaire					
Ascenceurs Elévateur					
Stores et fermetures					
Equipements spécialisés					

METHA ANNEXE 3

DETERMINATION DES BESOINS METAH

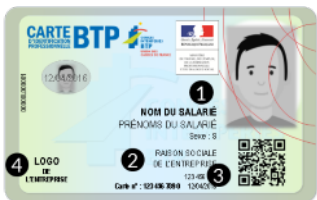

LOTS	Description des tâches à réaliser	Besoins estimés pour les travaux et accès en hauteur			
		Location des travaux	Evaluation des travaux	Accès au poste de travail	
CLOSET OUVERT					
Gros-œuvre					
Charpente					
Coverture Zinguerie					
Etanchéite					
Revêtements de façades					
Menuiserie extérieurs					
CORPS D'ETAT SECONDAIRES					
Menuiserie intérieurs					
Platerie Isolation					
Revêtements de sols et murs					
Agencement immobilier					
Metallerie Feronnerie					
CORPS D'ETAT TECHNIQUES					
Electricité courant fort					
Elecctricité courant faible					
Génie Climatique					
Plomberie Sanitaire					
Ascenceurs Elévateur					
Stores et fermetures					
Equipements spécialisés					

Nous vous rappelons l'entrée en vigueur de la nouvelle carte BTP conçue pour renforcer la lutte contre le travail illégal et la concurrence sociale déloyale, cette nouvelle carte hautement sécurisé, concernera

tous les salariés travaillant sur les chantiers, y compris les intérimaires, les personnels détachés, et les intérimaires détachés.

La carte d'identification professionnelle du BTP est un service géré par l'Union des caisses de France Congés Intempéries BTP en application du décret n°2016-175 du 22 février 2016.

Salarié d'une entreprise établie en France

Salarié non intérimaire	Salarié intérimaire
CONTENU	CONTENU
 <p>1. Pas de mention de statut du salarié. 2. Raison sociale de l'entreprise (ou du nom de l'entreprise personne physique). 3. Numéro de SIREN. 4. Présence facultative du logo de l'entreprise.</p>	 <p>1. Mention Salarié intérimaire. 2. Aucune mention relative à l'employeur.</p>
VALIDITÉ	VALIDITÉ
<p>Durée du/des contrat(s) de travail. Pour les salariés en CDD dont le contrat est renouvelé sans interruption, la validité de la Carte BTP peut être prolongée par l'employeur.</p>	<p>Cinq ans à compter de la date de délivrance. La Carte BTP est établie sur demande de la première ETT employeur.</p>

Éléments obligatoires sur toutes les cartes

1. Logotypes officiels : Carte BTP, UCF CIBTP, Marianne de la République française.
2. Date de délivrance de la carte.
3. Identifiant du support physique.
4. Numéro de gestion de la carte.
5. QR Code.
6. Identification du salarié : nom de naissance, prénoms, sexe, photo.

FICHE DE SÉCURITÉ CHANTIER

Ce document est un rappel des principales mesures d'hygiène et de sécurité, applicables sur le chantier, données lors de l'accueil-sécurité et que le salarié s'engage à respecter.

Je soussigné : (nom, prénom).....

Embauché en qualité de

Sur le chantierreconnait avoir été informé :

1. Des dangers spécifiques de mon poste de travail et des mesures de prévention principalement :

2. Des zones dangereuses, principalement :

3. Des voies d'accès et des conditions de circulation :

4. Des dispositions à prendre en cas d'accident principalement :

Et m'engage à respecter les consignes d'hygiène et de sécurité qui m'ont été communiquées.

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL QUI APRÈS AVOIR EXAMINÉ
LA VICTIME VOUS DEMANDERA D'APPELER LES SECOURS.

TÉLÉPHONEZ AU :

A partir d'un téléphone
portable, composez le

15

SAMU

OU

18

POMPIERS

112

ou au :

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

À (commune ou arrondissement)

N° RUE

EN FACE DE

TÉLÉPHONE

2

PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

ET LA POSITION DU BLESSÉ : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

ET S'IL Y A NÉCESSITÉ DE DÉGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSÉS ET LEUR ÉTAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas.

4

DÉCRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6

NE RACCROCHEZ PAR LE PREMIER

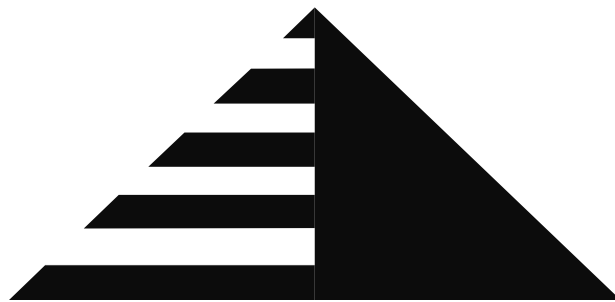
Faites répéter le message.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL DE L'UNITÉ DE TRAVAIL

Une liste à jour mentionnant les noms des Sauveteurs
Secouristes du Travail doit être affichée sur le chantier.

Ceux-ci sont reconnaissables par le logo placé sur leur casque.





AB COORDINATION

JEAN-POL WEDZISZ

PROCES VERBAL DE TRANSMISSION PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

AFFAIRE : Intégration du CES au siège –Aménagements dans les étages

Le P.G.C. indice A de pages a été remis par e-mail au Maitre d'Ouvrage et Maitre d'œuvre

par mail en 1 exemplaire de 65 pages. Le 04/07/2025

LE COORDONNATEUR SPS
J.P.WEDZISZ

.....

Je soussigné : atteste avoir reçu le PGC.

Date :

SIGNATURE :

Procès verbal à retourner dûment complété tamponné et signé au Coordonnateur SPS merci.